



Jusqu'à l'égalité



Rapport annuel 2024

Plan International Togo

SOMMAIRE

3	Abréviations et acronymes
5	Mot de la Représentante résidente
7	Aperçu général de Plan International Togo
14	Nos Programmes 2024

<i>2024 en chiffres</i>	15
<i>Nos activités marquantes</i>	17
<i>Notre opérations de parrainage</i>	20
<i>Notre réponse Humanitaires</i>	21

27	Apprendre
38	Decider
46	Diriger
51	S'épanouir

61 **Ressources Humaines**

<i>Principes du leadership Feministe</i>	62
<i>Un focus sur nos PIIAMS</i>	63
<i>Nos projets mise en oeuvres en 2024</i>	67
<i>Nos partenaires de mise en oeuvre</i>	70
<i>Nos ressources financieres</i>	71

72 **Nos perspectives pour 2025**

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APE	Associations de Parents d'Élèves
ASDI	Agence Suédoise pour le Développement International
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BMZ	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération et du Développement
CCAP	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CCD	Comité Cantonal de Développement
CEG	Collège d'Enseignement Général
CEPD	Certificat d'Études du Premier Degré
CHR	Centre Hospitalier Régional
CIDE	Convention Internationale des Droits de l'Enfant
COGEP	Comités de Gestion de Projets
COGERES	Comités de Gestion des Ressources des Etablissements d'Enseignement Secondaire
CoC	Champion of Change
CNO	Plan International Canada
CRG	Child Rights Governance
DIG	Dialogue Intergénérationnel
DSSR	Droit à la Santé Sexuelle et Reproductive
ECS	Comprehensive Sex Education
ECD	Développement de la Petite Enfance
EVSS	Éducation aux Valeurs et à la Santé Sexuelle
FoDA	Formation en Développement d'Affaires
GDE	Gouvernements des Enfants
GE	Groupe d'Épargne
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
GTO	Girls Take Over « Filles aux commandes »
GTI	Genre Transformateur et Inclusion
IFRAM	Institut de Formation de Réadaptation des Aveugles et Malvoyants
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
JEP	Jardin d'Enfant Public
LTP	Learning Through Play
MASSPF	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme
MCPE	Mécanisme Communautaire de Protection des Enfants
MOFA	Ministère des Affaires Étrangères du Japon
OEJ	Organisations d'Enfants et Jeunes
ONU	Organisation des Nations Unies

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PADIPET	Projet d'Appui au Développement Intégré de la Petite Enfance au Togo
PAREC II	Projet d'Appui à la Réforme des Collèges Phase II
PIIA	Program Implementation and Influencing Area
PIIAM	Program Implementation and Influencing Area Manager
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSEPP	Politique de Sauvegarde des Enfants et Participants aux Programmes
RSCLVBGT	Renforcement de la Société Civile Pour la Lutte Contre les Violences Baseses sur le Genre au Togo
SC	Sponsored Child
SDSR	Santé, les droits sexuels et reproductifs
SPAD	Sponsorship Approval Document
SSRAJ	Santé Sexuelle et Reproductive pour Adolescents et Jeunes
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USNO	Plan International aux États-Unis d'Amérique
USP	Unité de Soins Périphériques
UE	Union Européenne
WACAH	West and Central Africa Hub
WASH	Water, Sanitation and Hygiene
YEWA	Youth Empowerment in West Africa
YEWASH	Youth Empowerment and Water, Sanitation and Hygiene
YCSC	Youth Citizen Score Card
VBG	Violence Basée sur le Genre



MOT DE LA REPRÉSENTANTE RÉSIDENTE

Chers Partenaires,

C'est avec une immense fierté et une profonde gratitude que nous vous présentons le rapport annuel de l'exercice fiscal 2024 de Plan International Togo, témoin des engagements, des défis relevés et des résultats concrets obtenus aux côtés des communautés avec lesquelles nous travaillons chaque jour.

Dans un contexte mondial et local marqué par des défis complexes, qu'ils soient climatiques, économiques ou sociaux, nous avons redoublé d'efforts pour garantir que les droits des enfants, en particulier des filles, soient protégés et promus. Cette année encore, avec tous nos partenaires, nos actions ont bénéficié à des milliers de vies et renforcé les bases d'un développement durable et inclusif, en particulier pour les enfants, les jeunes, les filles et les plus vulnérables, dans les cinq régions de notre pays.

En effet, en 2024, nos interventions programmatiques ont touché 170 438 personnes, dont 104 861 femmes et filles, 301 enfants en situation de handicap et 1 044 enfants déplacés. Grâce à plus de 30 projets sur toute l'étendue du territoire togolais, nous avons pu faire une différence significative dans leur vie.

Nous avons mis un focus délibéré dans la région des Savanes où nous avons mis en œuvre 14 projets sur les thématiques de cohésion sociale, autonomisation économique et protection comme contribution au Programme d'Urgence et de Résilience et de la Sécurité des Communautés (PURS).

La promotion du leadership des filles et des jeunes, dans tous les contextes, reste une grande priorité pour Plan International. Ainsi, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, le 8 mars, nous avons eu l'honneur de participer à l'évènement parallèle « Renforcer la résilience socio-économique des femmes et des jeunes pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent » organisé par le gouvernement togolais à la 68e session de la Commission de la Condition de la Femme, à un évènement clé pour renforcer notre engagement en faveur de la cohésion sociale et de l'inclusion financière des femmes et des jeunes filles.

Cette dynamique s'est perpétuée avec le lancement de la deuxième phase du projet Girls Lead 2, sous les auspices du Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme lors de la Journée Internationale de la Fille, à travers des initiatives telles que la prise de commande de la Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme et une foire des partenaires jeunes.

Les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre ont mobilisé des partenaires clés, tels que le MASSPF, l'UNICEF, et l'UNFPA, ainsi que le Collectif Josiane, renforçant ainsi notre combat pour un changement durable.

Nous sommes particulièrement fiers de notre projet « Renforcement de la société civile pour la promotion de la gouvernance Inclusive », qui a introduit une plateforme digitale innovante pour promouvoir la bonne gouvernance et la participation citoyenne avec les Communes de la région des Savanes. Cette initiative reflète notre ambition d'utiliser la technologie pour renforcer la transparence et l'engagement communautaire.



Nos efforts pour promouvoir l'égalité de genre et l'inclusion ont été soulignés lors de la rencontre d'apprentissage avec le Comité de Pilotage Genre et Inclusion, où nous avons partagé des pratiques transformatrices et renforcé nos approches programmatiques.

Enfin, des projets prometteurs, tels que « Autonomisation des jeunes et eau hygiène et assainissement » (YEWASH) et le projet de Stabilisation Transfrontalière Bénin-Togo, marquent un tournant pour garantir un avenir équitable et résilient, en améliorant l'accès des jeunes à des services essentiels tout en renforçant leur autonomisation.

Alors que nous tournons une nouvelle page, nous restons déterminés à aller encore plus loin, ensemble avec les enfants, filles et jeunes, les communautés, les autorités locales, le gouvernement et nos partenaires techniques et financiers. Nous continuerons d'œuvrer pour un monde où chaque enfant, en particulier chaque fille, puisse apprendre, diriger, décider et s'épanouir.

Je tiens à remercier chaleureusement chaque membre de notre équipe, nos partenaires, ainsi que chaque communauté pour leur confiance et leur engagement sans faille. Ce rapport est une célébration de nos réussites communes et un appel à continuer sur cette lancée.

Avec espoir et détermination,

Awa Faly BA
Représentante résidente, Plan International Togo

APERÇU GÉNÉRAL DE PLAN INTERNATIONAL TOGO

PLAN INTERNATIONAL



Le réseau Plan International

Plan International a été créé il y a maintenant plus de 85 ans avec pour mission de défendre et protéger les droits des enfants, en particulier ceux des filles. Aujourd'hui, Plan International est présent dans plus de 83 pays pour faire progresser les droits des enfants et l'égalité filles-garçons.

Tout commence par une rencontre

En 1937, en pleine guerre civile d'Espagne, John Langdon-Davies, journaliste anglais, rencontre José, un garçon errant seul dans les rues dévastées de Santander, avec un mot en poche invitant à lui venir en aide. C'est de cette façon que John Langdon-Davies prend conscience de l'impact de la guerre sur les enfants et organise alors l'évacuation de José et de centaines d'autres enfants menacés par ce conflit.

Avec l'aide d'Eric Muggeridge, un travailleur humanitaire, il réfléchit à un système permettant de fournir de la nourriture, un logement et une éducation à chaque enfant dont le destin a été bousculé par la guerre civile espagnole. L'idée lui vient alors du principe de parrainage qui deviendra l'essence même de Plan International : basé sur la relation privilégiée entre un enfant et sa marraine ou son parrain, ce modèle place l'enfant au centre.

Puis, durant la Seconde Guerre mondiale, il crée en Angleterre l'organisation « **Foster Parents Plan for War Children** », un « **Plan de Parrainage pour les Enfants de la Guerre** » qui a pour but d'accompagner les enfants déplacés à travers l'Europe et d'établir un lien entre un enfant orphelin et un·e adulte anglais·e.

Dans les années 1950, l'Europe se remettant des ravages de la guerre, Plan International décide de déplacer ses actions dans les pays en développement en conservant toujours sa priorité : protéger les enfants et leur permettre de devenir des adultes libres.

En 1970 « Foster Parents Plans » devient officiellement Plan International et l'organisation élargit ses programmes à l'Afrique. L'approche adoptée par l'ONG est centrée sur le transfert de connaissances techniques et la création de solutions adaptées aux besoins locaux.

Le 20 novembre 1989, l'ONU ratifie La Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE). Les 54 articles qui la composent ont été rédigés en collaboration avec Plan International et sont encore aujourd'hui le fil rouge des actions de l'ONG.

Plan International travaille au Togo depuis 1988, en partenariat avec les agences gouvernementales, les organisations nationales et internationales, les communautés et les enfants, pour bâtir une société qui promeut les droits des enfants et l'égalité filles-garçons .

Le travail de l'ONG prend alors une nouvelle tournure puisqu'il s'agit maintenant de créer des changements structurels et durables pour les enfants, leur famille et leur communauté. Ces projets commenceront en Amérique latine puis se développeront en Asie et en Afrique.



PLAN INTERNATIONAL TOGO

Depuis 1988, Plan International Togo œuvre avec ses partenaires pour apporter des réponses durables aux besoins essentiels de la tranche vulnérable, les enfants et les jeunes, particulièrement ceux celles handicapé-e-s et les filles qui sont menacées par la pauvreté, les crises, le manque de soins, la violence, l'exclusion et la discrimination.

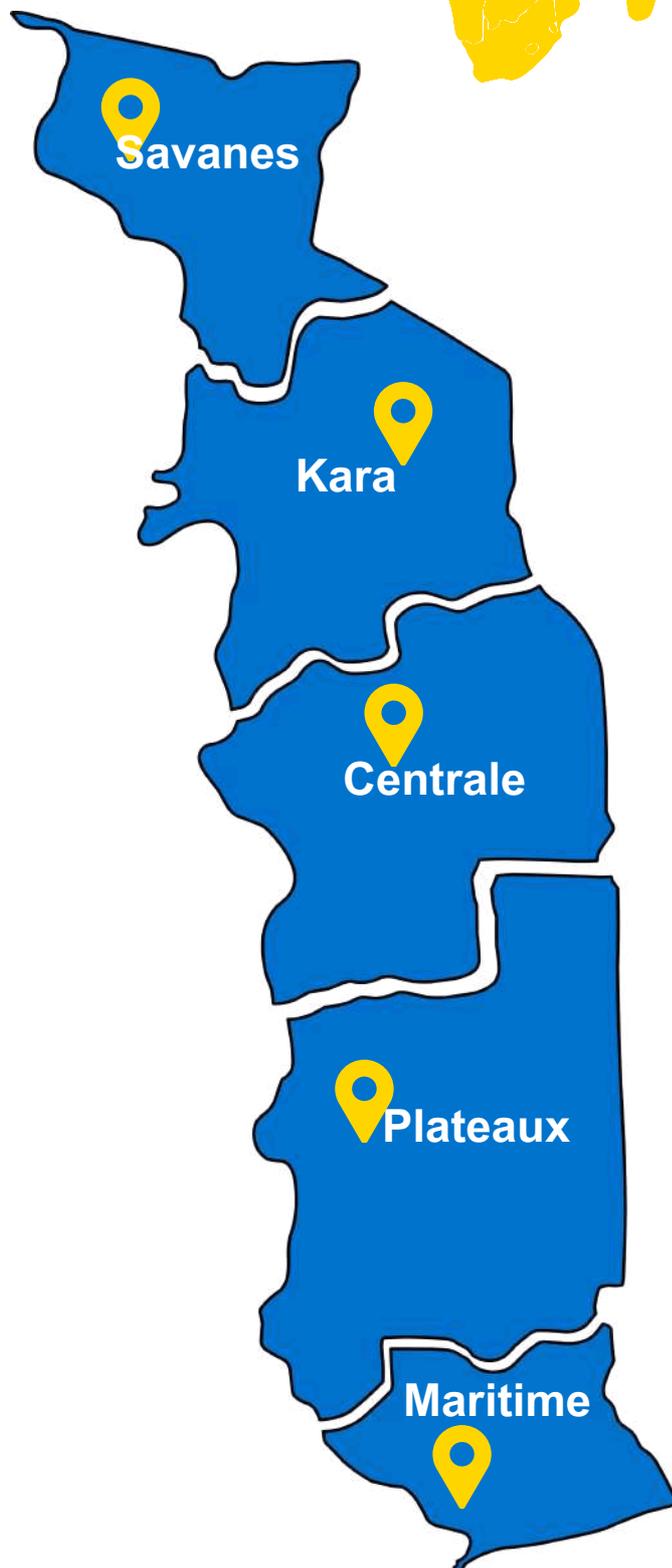
Plan International Togo s'est engagé pour la transformation des systèmes, des normes, croyances et attitudes socioculturelles néfastes qui légitiment les inégalités et contribuer à apporter des changements structurels durables aux communautés, quel que soit le contexte. De par ses interventions de parrainage d'enfants et de mise en œuvre de projets de subvention, l'organisation touche plus d'un million de vulnérables chaque année avec des impacts significatifs à tous les niveaux.

Notre mission

Nous œuvrons pour un monde plus juste et durable qui fait progresser les droits des enfants et des jeunes, en particulier ceux des filles, et l'égalité entre les filles et les garçons.

Nos valeurs

- ✓ Nous œuvrons pour un impact durable;
- ✓ Nous sommes ouverts et redevables;
- ✓ Nous travaillons bien ensemble;
- ✓ Nous sommes inclusifs et agissons pour le renforcement des plus vulnérables.



NOTRE STRATÉGIE PAYS 2024 - 2028

Nous contribuons à la stratégie globale de l'institution qui est d'œuvrer avec l'ensemble de nos partenaires pour que toutes les filles puissent être fortes et engagées pour transformer le monde.

Nos programmes



Survie, santé et bien-être de tous les enfants, adolescent-e-s et jeunes



Education inclusive de qualité et emplois décents pour les jeunes



Engagement et leadership des jeunes

Notre objectif stratégique

D'ici 2028, **750 000 enfants, adolescents et jeunes** dont **450 000 filles** dans toute leur diversité ayant reçu les soins, soutiens et services adaptés pour le **développement** de leur plein potentiel, accèdent à une **éducation de qualité**, sont **autonomes** et agissent **collectivement** pour un changement **systemique** en vue de **l'égalité des sexes** dans tous les contextes.



APPROCHE STRATEGIQUE

Mise en avant des filles et de la transformation des genres

- ☑ Focus sur les filles et la transformation des genres
Ciblage des enfants vulnérables, en particulier les filles
- ☑ Renforcement de la programmation axée sur la transformation des genres



Influence sur les politiques et les pratiques

- ☑ Renforcement de l'influence au niveau communautaire
- ☑ Contribution aux initiatives régionales, panafricaines et mondiales conjointes



Travailler dans tous les contextes

- ☑ Adaptation aux leçons tirées de la pandémie de COVID-19 et de la crise au Sahel
- ☑ Intégration de la sensibilité aux conflits et du changement climatique dans toutes nos interventions



Utilisation des médias et des technologies de l'information

- ☑ Renforcement des partenariats médiatiques
- ☑ Exploration des opportunités numériques



Partenariat et autonomisation des jeunes

- ☑ Stratégie Pays élaborée de manière participative
- ☑ Collaboration avec toutes les parties prenantes
- ☑ Renforcement des associations et organisations de jeunes, de filles, de jeunes femmes et de personnes handicapées





Nous agissons ensemble pour que

750 000 ENFANTS ET JEUNES dont

450 000 FILLES

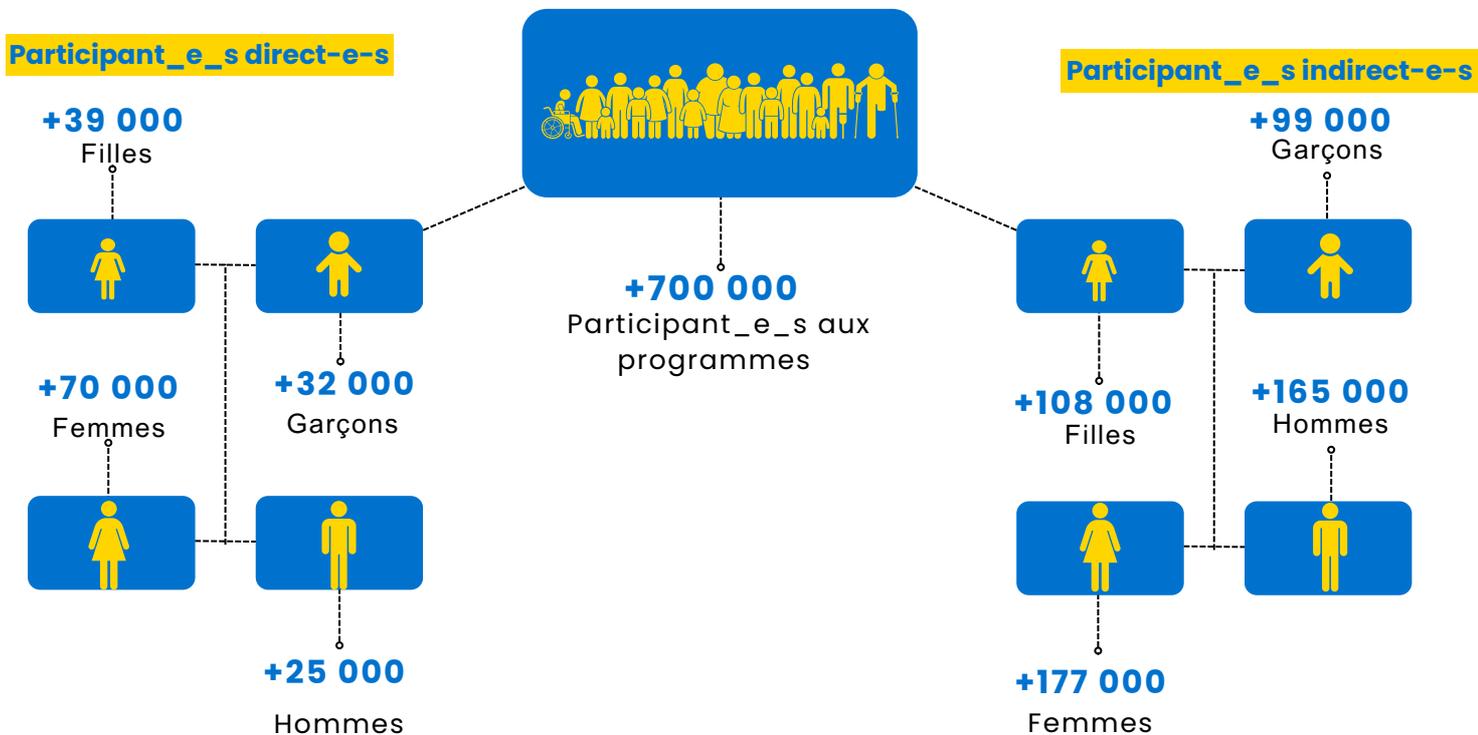
puissent être forts et engagés pour transformer le monde!

NOS PROGRAMMES 2024

A Plan International Togo, chaque action entreprise vise à défendre les droits des enfants et à promouvoir l'égalité des genres. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, nous concentrons nos efforts sur deux principaux leviers :

- Le parrainage d'enfants, une démarche qui soutient nos projets annuels de développement au cœur des communautés partenaires, renforçant leur capacité à offrir un avenir meilleur aux enfants.
- Les projets de subventions, conçus pour répondre aux défis uniques des enfants, des jeunes et des filles. Ces projets, d'une durée de 2 à 5 ans, couvrent une à trois régions du Togo, apportant des solutions concrètes et durables aux besoins identifiés.

2024 EN CHIFFRES



Partenaires



250 cantons



60 ONG Locales

Mobilisées pour la mise en œuvre des projets



10 communes

en expérience pilote



11 Ministeres

clés engagés dans les initiatives



Organisations du secteur privé

pour la mobilisation des ressources et l'accompagnement des jeunes



04 ONG Internationales

Sur les initiatives de programme et influence

UNFPA

sur les questions de genre et de droits sexuels et reproductifs

UNICEF

sur les questions de protection des enfants

UNHCR

sur les questions d'urgence

PNUD

sur les questions de leadership des filles



01 Université

publique sur les sujets de recherche

Impacts des jeunes



395 organisations

d'enfants et jeunes



05 conseil consultatifs régionaux

et 01 conseil consultatif national
des jeunes



4 initiatives

de plaider aux niveaux national et local
sur les violences basées sur le genre, la
budgétisation sensible au genre, la santé
sexuelle et reproductive conduites par
les organisations d'enfants et de jeunes.



20 685 enfants et jeunes

dont plus de 12951 filles ont été renforcés
sur diverses thématiques



Youth Challenge Found

Engagement des jeunes plus accrus et
prise d'initiatives renforcées

Projets



28 Projets & subventions

mises en œuvre





NOS ACTIVITÉS MARQUANTES



Le 8 mars, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, nous avons eu l'honneur de participer à la cérémonie nationale, où des jeunes filles de Kpalimé ont reçu des outils pour leur autonomisation économique. Cette journée a également été marquée par notre participation à la 68e session de la Commission de la Condition de la Femme, un événement clé pour renforcer notre engagement en faveur de la cohésion sociale et de l'inclusion financière des femmes et des jeunes filles. Un moment fort pour continuer à plaider pour l'égalité des chances pour toutes.

De nouveaux projets à haut potentiel viennent enrichir notre travail, avec des initiatives prometteuses telles que Youth Empowerment and Water, Sanitation and Hygiene (YEWASH) et le projet de Stabilisation Transfrontalière Bénin-Togo, axé sur l'infrastructure, la cohésion sociale et l'entrepreneuriat des jeunes. Ces projets, à la fois inclusifs et sensibles au genre, visent à renforcer les capacités des jeunes et à améliorer leur accès aux services essentiels. Un grand pas pour garantir un avenir plus équitable et résilient pour toutes les communautés concernées.





Le projet CCAP a fait un grand pas en avant avec l'implémentation d'une plateforme digitale, comprenant un site web (www.macomme.tg) et un serveur vocal (8606). Cette initiative met la technologie au service de la bonne gouvernance et de la participation citoyenne. Ce projet représente un tournant majeur dans la manière dont les populations peuvent interagir avec leurs autorités locales, et nous sommes fiers de célébrer ces acquis qui visent à renforcer la transparence et l'engagement communautaire pour un avenir meilleur.

La rencontre d'apprentissage du Comité de Pilotage et du Groupe Technique Global Genre et Inclusion a été une belle occasion de partager les pratiques et politiques relatives à l'égalité de genre. Nous avons pu échanger sur les spécificités du Togo et sur nos expériences, notamment dans les projets de petite enfance et de santé sexuelle et reproductive. Cette rencontre a renforcé notre capacité à promouvoir des politiques inclusives et à diffuser des approches transformantes du genre, essentiel pour créer des communautés plus justes et égalitaires.



Les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre ont été marqués par des initiatives puissantes et coordonnées. Plan International Togo a soutenu les activités officielles du Ministère de l'Action Sociale (MASSPF), en collaboration avec les acteurs de la protection tels qu'UNICEF et UNFPA. Nous avons également mené une campagne avec le Collectif Josiane pour la justice aux victimes de violences basées sur le genre. Le dynamisme des partenaires des différents Youth Panels à travers le pays a amplifié l'impact de cette mobilisation collective pour un changement durable.

Les projets de renforcement de la société civile, tels que le projet Child Rights Governance (CRG) et celui de lutte contre les VBG, sont sur le point de se clôturer avec des résultats impressionnants. Ces projets ont contribué à renforcer les capacités des acteurs locaux et à poser les bases d'une plus grande inclusion et égalité. De plus, leur reconnaissance dans le compendium des meilleures pratiques 2024 souligne l'importance de ces efforts sur le terrain. Une célébration bien méritée pour tous ceux qui ont œuvré avec détermination pour les droits des enfants et des femmes.



Les prises de commandes à travers le Togo ont continué d'être des occasions de mettre les droits des filles au cœur des débats publics. Pour le compte de l'année 2024, le programme a commencé plus tôt en juillet afin de donner plus de chance aux jeunes d'y participer pendant la période des vacances. 100 jeunes femme et homme âgés de 15 à 24 ans sont enrôlés dans les différentes régions du pays. Tous ont suivi la formation des championnes et champions de l'égalité et 45 jeunes femmes sont actuellement en train de prendre commande dans différentes institutions de la place. Ces moments ont été des opportunités pour renforcer les compétences des jeunes leaders en matière d'égalité. Ils ont permis de sensibiliser largement sur la nécessité de protéger les droits des filles et de promouvoir leur participation active dans la construction d'une société plus juste et équitable. Chaque échange, chaque action concrétisée a contribué à faire avancer la cause des filles.

La Journée Internationale de la Fille a été un moment marquant pour Plan International Togo, avec des événements mémorables, notamment le lancement du projet Girls Lead, sous le leadership du Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme (MASSPF). La prise de commande de la Ministre a donné le ton à une foire des partenaires jeunes, soulignant l'importance de donner aux filles et jeunes femmes les moyens de se faire entendre et de mener des actions pour un avenir plus égalitaire. Un moment fort pour célébrer la voix et le leadership des filles.



NOTRE OPERATION DE PARRAINAGE

Le parrainage d'enfants est l'une des sources de financement des programmes de développement communautaire de Plan International. Une partie des fonds de parrainage sert à mobiliser d'autres ressources financières pour les projets de subventions pour la réalisation des grandes infrastructures et à grand impact.

Aujourd'hui, Plan International Togo a des opérations de parrainage dans les 05 régions économiques du pays, 22 préfectures et 124 cantons. Chaque année, l'Organisation alloue un budget à chacun des 124 cantons en fonction des enfants réellement parrainés.

Au cours de l'année fiscale 2024, nous avons enregistré :

Chaque année, Plan International Togo offre un cadeau symbolique à chaque enfant enrôlé, en reconnaissance de leur rôle d'ambassadeurs au sein de leurs communautés. Outre cela, 58 enfants et jeunes gravement malades ont bénéficié d'une prise en charge dont 47 grâce aux fonds de parrainage et 11 à travers une assistance médicale financée par l'Organisation Nationale de Plan International aux Etats Unis d'Amérique (USNO).

Fidéliser les parrains et marraines actuels en leur offrant des communications de grande qualité et dans des délais rapides, tout en rendant le parrainage plus convivial grâce à la digitalisation de nos processus, est au cœur de notre mission.



30 290

Total participant-e-s au parrainage



20 915

Filles participantes au parrainage



9 375

Garçons participantes au parrainage



26 850

parrainés en fin juin



NOTRE REPONSE HUMANITAIRE

En 2024, Plan International Togo a réaffirmé son engagement à être aux côtés des communautés en temps de crise, en apportant une aide concrète et en renforçant leur capacité à rebondir face aux défis. Qu'il s'agisse de tensions intercommunautaires, de catastrophes naturelles ou de situations d'urgence sécuritaire, nous avons répondu avec compassion et diligence pour soutenir les familles et les enfants touchés.

Chaque action menée reflète notre volonté de protéger les plus vulnérables, de leur offrir des opportunités de se reconstruire et de garantir leur bien-être. Les initiatives qui suivent illustrent notre mobilisation pour alléger les souffrances, promouvoir la résilience et bâtir un avenir plus sûr pour les communautés que nous accompagnons.

En réponse aux tensions intercommunautaires survenues en mai 2024 dans le canton de Bago dans la région Centrale et qui ont impliqué les populations locales et peulhs sédentaires, Plan International Togo s'est promptement mobilisé pour soutenir les familles touchées. Nous avons apporté 86 kits alimentaires à des ménages totalisant 427 personnes, dont 392 enfants et jeunes. Chaque kit comprenait 50 kg de maïs, 30 kg de riz et 05 litres d'huile pour aider ces familles à faire face aux besoins essentiels.

Pour que les enfants puissent poursuivre leur éducation malgré ces circonstances difficiles, 17 élèves, dont 13 filles de différents niveaux scolaires (du CI au CM1), ont reçu des kits scolaires. Cet appui leur a permis d'achever les cours et de participer aux examens comme les autres élèves.

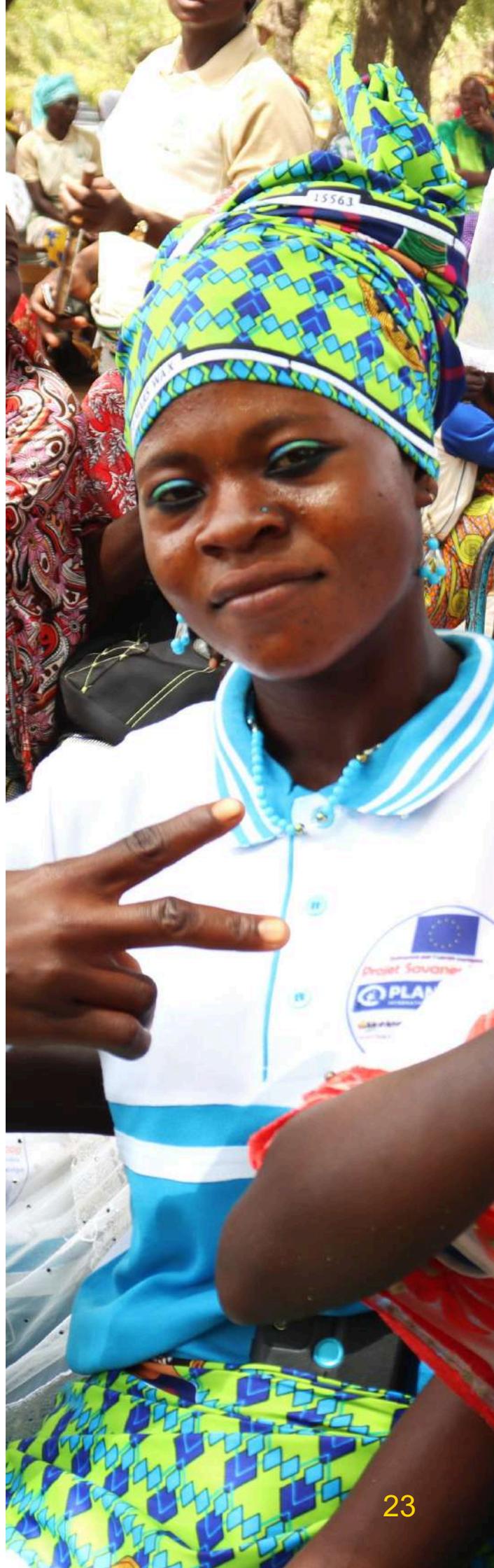
Suite également à l'effondrement d'une partie de l'école primaire de N'Gobo, dans le canton de Diguengue (toujours dans la Centrale), en septembre 2023, nous avons également fourni du matériel scolaire à 37 élèves et offert 04 tableaux-chevalets pour faciliter la reprise des cours en toute sécurité.

Plan International Togo a soutenu la prise en charge médicale d'une jeune fille, ancienne bénéficiaire du parrainage, blessée lors de l'effondrement d'un mur de sa maison le 02 septembre 2023. Grâce à une contribution de 562 210 FCFA, cette étudiante en 3ème année de sociologie à l'Université de Kara a pu recevoir les soins nécessaires au CHR de Sokodé.



L'un de nos succès les plus marquants en 2024 a été notre réponse rapide et coordonnée à la crise humanitaire provoquée par le débordement du Sahel affectant le nord du Togo. Grâce à une mobilisation efficace des ressources et à des interventions ciblées, nous avons renforcé l'aide humanitaire dans la région de Kara-Savanes. Au cours de l'exercice 2024, la mobilisation des ressources a augmenté de **41,69 %**, représentant une part substantielle de notre financement total. Cela a permis la mise en œuvre de **14 projets dans la région de Kara-Savanes, sur les 30 à l'échelle nationale**, fournissant à la fois une aide immédiate et un renforcement de la résilience communautaire à long terme. Nous avons au cours de l'année fiscale démarré la mise en œuvre de nouveaux projets d'urgence parmi lesquels le « projet d'Assistance d'urgence aux familles vulnérables de Tône et Kpendjal » ou encore « **Nataan Man** », le « projet de renforcement de la prévention de l'extrémisme violent, de la cohésion sociale, et de la résilience des populations dans la région des Savanes » ou « **Savanes Tanalafiè** » qui sont des projets de réponse à la crise sécuritaire et surtout de renforcement de la résilience des populations affectées par cette crise.

Ces actions visent à renforcer le soutien aux communautés dans des moments de crise, en apportant une assistance humanitaire et en contribuant à la résilience des familles et des jeunes.



HISTOIRE DE RÉUSSITE ET D'IMPACT POSITIF

DAMATA : L'EAU QUI A REDONNÉ DE L'ESPOIR À UNE MÈRE DÉPLACÉE DE FORCE

Forcée de fuir la violence dans son village au Burkina Faso, Damata, mère de 06 enfants, a trouvé refuge dans une localité de la région des Savanes au Togo. Entre épreuves et résilience, elle raconte comment le projet d'assistance d'urgence aux familles vulnérables des préfectures de Tône et de Kpendjal « **Nataan Man** » a changé son quotidien.

Dans la région des Savanes, Damata vit dans une famille d'accueil avec 05 de ses enfants. Dans cette famille d'accueil, il y a 40 autres personnes, dont 30 enfants (14 filles et 16 garçons). La crise sécuritaire a dispersé sa famille. Son mari a dû partir au Ghana avec leur fille aînée, tandis qu'elle s'est réfugiée au Togo. Elle raconte les circonstances dramatiques de leur fuite :



« Les premiers jours ont été très durs pour nous. Nous ne savions pas où aller. Les sensibilisations et dialogues nous ont beaucoup aidés. Nous avons trouvé une famille d'accueil et mes filles ont même reçu du projet des kits d'hygiène menstruels. »

« Au Burkina-Faso, un soir, en revenant du champ, nous avons aperçu un groupe de personnes armées près de notre maison. Après nous avoir salués, ils nous ont ordonné de quitter le village dans 03 jours au plus. Suite à cela, les hommes du village sont partis immédiatement et ont laissé les femmes et les enfants derrière eux, car ils étaient la cible principale. 03 jours plus tard, ils sont revenus. Ils ont tué 02 personnes, brûlé nos biens et nos charrettes pour nous forcer à partir. »

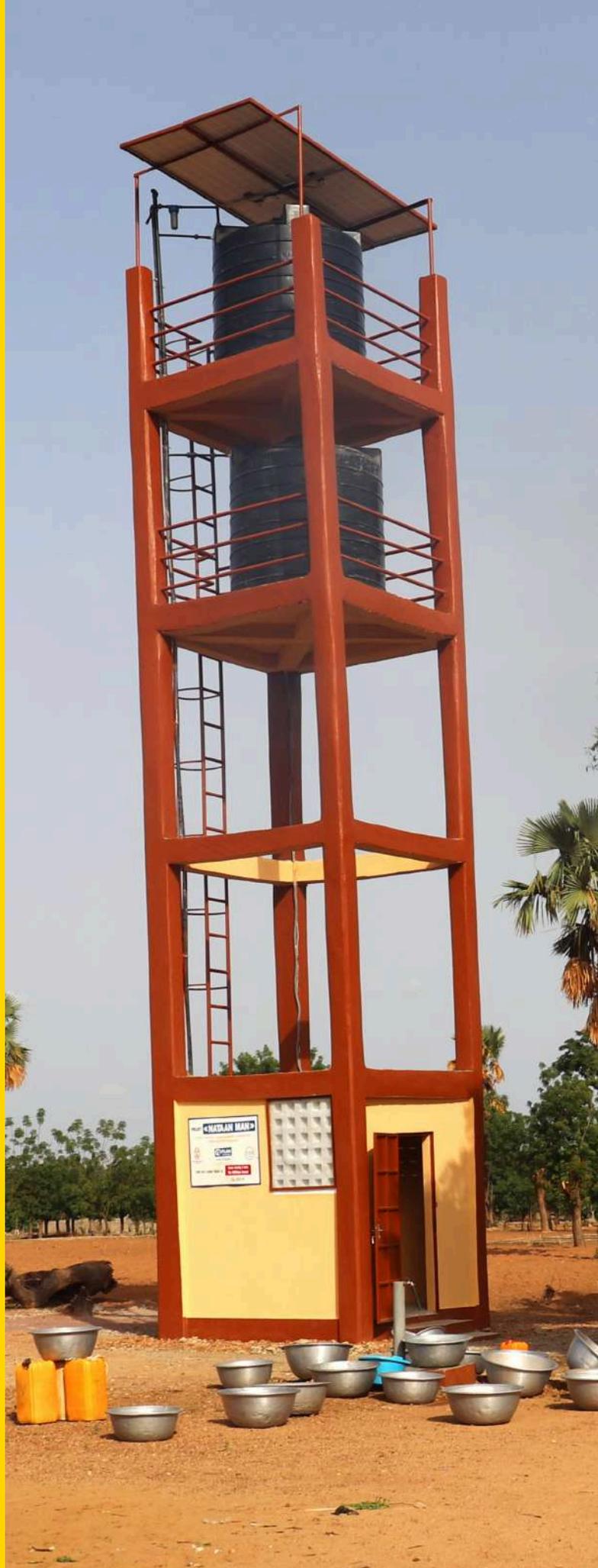
Malgré tout, le quotidien restait difficile. L'accès à l'eau potable, en particulier, était un défi constant. Habitée à un forage à domicile au Burkina, Damata se voyait contrainte de parcourir de longues distances pour puiser de l'eau dans des puits non protégés. Elle se souvient de ce que cela impliquait :

« Ici, les sources disponibles sont des puits non protégés, et il n'y avait pas toujours de l'eau. Nous devons attendre la nuit après le repas pour aller puiser. Là-bas même encore, il y avait une longue file d'attente, et il est difficile de remplir ne serait-ce que 02 bassines chacune. »

Un jour, la nouvelle de la construction d'un forage est arrivée. Ce fut un moment de joie immense dans la communauté

« Nous étions si heureux que même ma belle-mère a dansé ce jour-là ! Après la mise en service du point d'eau, tout a changé. Plus besoin de parcourir de longues distances pour chercher de l'eau. Nous avons maintenant de l'eau disponible à tout moment. »

raconte-t-elle.





Ce forage a non seulement amélioré les conditions de vie de Damata et de sa famille, mais a aussi apporté une tranquillité d'esprit à leur quotidien.

« Aujourd'hui, nous pouvons nous laver et nous occuper de notre hygiène personnelle sans attendre la nuit. Cela a vraiment apaisé nos difficultés. »

Malgré les épreuves, Damata garde l'espoir d'un avenir meilleur et aspire à ce que la paix revienne dans sa région natale.

“ ***Mon souhait est qu'une solution soit trouvée à la crise sécuritaire, pour que d'autres familles n'aient pas à vivre ce que nous avons vécu.*** ”



Assurer la survie, la santé et le bien-être de tous les enfants, adolescent·e·s et jeunes est un impératif .



EDUCATION INCLUSIVE DE QUALITE

Nos projets d'éducation inclusive de qualité ont permis de toucher au total **34 253** personnes dont **17 971** filles et femmes, **301** enfants handicapés et **1 044** enfants déplacés.

Réalisations phares

Dans le domaine de l'éducation inclusive de qualité (IQE), plusieurs actions significatives ont été réalisées à travers le Togo, avec un impact direct sur des milliers d'enfants, surtout les filles.

Un total de 1 773 enfants, dont 931 filles, ont bénéficié de repas chauds hebdomadaires dans 31 jardins d'enfants publics (JEP), ce qui a favorisé une augmentation de la fréquentation scolaire. Dans les cantons d'Agbélouvé, Gbatopé, Dzrékpo et Attitogon, situés dans la région Maritime, quatre jardins d'enfants ont été dotés de 25 chaisettes, 25 tabourets et 25 tablettes chacun pour améliorer le cadre d'apprentissage des enfants.

Dans le cadre de la formation, 59 éducateurs, dont 47 femmes, ont été formés en pédagogie active, en prise en compte de l'égalité des genres et en gestion des jardins d'enfants. Dans la région Centrale, 151 écoles ont organisé des cours de soutien en mathématiques et en français, bénéficiant à 2 407 élèves, dont 1 424 filles. Par ailleurs, 144 enseignants, dont 25 femmes, ont été sensibilisés sur l'égalité fille-garçon et l'inclusion, permettant d'accompagner 53 Gouvernements des Enfants (GDE) dirigés majoritairement par des filles.

L'amélioration des infrastructures scolaires a également été une priorité, grâce aux projets PAREC II, Education Inclusive... Huit blocs administratifs, neuf blocs pédagogiques totalisant 36 salles de classe et 30 blocs latrines ont été construits pour accueillir 11 896 élèves, dont 5 552 filles. À Kpangamdè, dans le canton de Djarkpanga, un bâtiment scolaire comprenant trois salles de classe a été construit et équipé, tandis qu'un forage à motricité humaine y a été réhabilité pour répondre aux besoins en eau. Au total, 3 587 petites tables, 3 587 petites chaises, 21 tourniquets, 19 balançoires et divers équipements ludiques et éducatifs ont été fournis à 139 jardins d'enfants dans plusieurs cantons.

Pour promouvoir l'inclusion, 10 rampes d'accès ont été construites et 12 autres réhabilitées dans la région Centrale, permettant à 46 enfants handicapés d'accéder aux salles de classe. Des enseignants itinérants ont été mobilisés pour prendre en charge 27 enfants handicapés visuels et auditifs, dont 11 filles. En outre, du matériel d'éducation spécialisée, comprenant des tablettes braille et des équipements de mobilité, a été fourni pour faciliter l'apprentissage de ces élèves.

Deux bâtiments scolaires de trois salles de classe chacun ont été construits à Kampale et Tadjal, dans la préfecture de Bassar, et équipés de 240 tables-bancs. De plus, deux forages à motricité humaine ont été réalisés pour garantir l'accès à l'eau potable des élèves.

Enfin, 74 écoles primaires des cantons de la zone de parrainage ont été appuyées grâce aux Gouvernements des Enfants, à la dotation de matériels pédagogiques et à l'installation de tables-bancs. Quatre collèges de la région des Savanes (CEG Nandoga, Pligou, Sagbiébou et Tamongue) ont bénéficié de la construction de quatre blocs administratifs, de quatre blocs pédagogiques totalisant 16 salles de classe et

de huit blocs de latrines équipés de cabines séparées pour filles et garçons. Ces collèges ont également reçu 568 tables-bancs, ce qui a permis de réduire la surcharge des salles de classe et de limiter le système de double flux. Ces aménagements bénéficient directement à 2 164 élèves, dont 956 jeunes filles.



Education en situation d'urgence

Pour soutenir l'éducation en situation d'urgence, le projet « **Nataan Man** » a établi **14 espaces** amis des enfants dans les préfectures de Tône et Kpendjal qui offrent un espace sûr à **1 044 enfants déplacés (dont 537 filles)** pour leur épanouissement et protection.

Changements Induits

Les interventions en éducation inclusive de qualité ont engendré des changements notables, apportant des solutions concrètes aux défis éducatifs rencontrés par les communautés.

La fréquentation scolaire a connu une augmentation significative, notamment dans les jardins d'enfants publics (JEP), où le nombre d'enfants inscrits est passé de 1 857, dont 1 017 filles, au début de l'année scolaire 2023-2024, à 2 238, dont 1 177 filles, à la fin de l'année. Cette progression s'accompagne d'une réduction notable des abandons scolaires, offrant ainsi à davantage d'enfants une chance de poursuivre leur éducation.

Les cours de soutien organisés ont permis à 2 407 élèves d'améliorer leurs performances scolaires, avec un taux de réussite impressionnant de 81 % aux examens. Au Collège d'Enseignement Général (CEG) BOGOU 2, dans la région des Savanes, les initiatives de sensibilisation ont eu un impact considérable : le nombre d'abandons scolaires a chuté de 8 à 1 en une année, tandis que

le ratio filles-garçons est passé de 0,40 à 0,52, marquant une avancée vers l'égalité des genres dans l'éducation.

L'implication des jeunes dans la gestion scolaire a également été renforcée grâce à la mise en place des Gouvernements des Enfants (GDE). Ces structures ont favorisé l'entretien et l'hygiène des écoles, tout en sensibilisant les élèves à des problématiques sociales telles que les grossesses précoces et l'hygiène menstruelle.

Par ailleurs, la création de rampes d'accès dans les écoles et le soutien aux enseignants itinérants ont facilité l'intégration des enfants en situation de handicap. Ces initiatives leur ont offert un meilleur accès à une éducation de qualité, tout en affirmant l'engagement envers une école inclusive et équitable pour tous.





Le parcours de résilience et de réussite de Victorine malgré le handicap

Victorine, une jeune femme de 26 ans, a grandi dans une famille modeste avec ses 03 frères et sœurs. A l'âge de 09 ans, sa vie a dramatiquement changé lorsque, subitement, sa vue a commencé à se détériorer. Ce qui semblait être une simple maladie s'est rapidement avéré être une perte de vision irréversible. Dans un contexte familial difficile, son père étant handicapé mental et sa mère peinant à subvenir aux besoins de la famille, c'est grâce au soutien déterminé de son oncle qu'elle a pu se rendre à Sokodé puis à Lomé, à la recherche de solutions. Malgré les consultations médicales, le verdict est tombé : elle serait aveugle à vie. Mais cela n'a pas empêché Victorine de poursuivre son rêve d'études.



Elle a été inscrite à l'Institut de Formation de Réadaptation des Aveugles et Malvoyants (IFRAM) de Sokodé, où elle a appris le braille et a poursuivi ses études jusqu'à l'obtention de son baccalauréat en 2021. Cependant, l'accès à l'université semblait hors de portée, jusqu'à ce que Plan International Togo vienne en soutien, en couvrant ses frais de scolarité et en lui offrant un cadre favorable à ses études. C'est ainsi qu'en 2024, Victorine a obtenu sa licence en sciences de l'éducation à l'Université de Kara. Elle devient la seule de sa famille à atteindre ce niveau d'études supérieures. Elle s'est également engagée activement pour les droits des personnes handicapées, notamment à travers des associations locales.

Victorine raconte son parcours :

Je me souviens encore du jour où j'ai commencé à perdre ma vue. J'avais 09 ans, en classe de CE2, et tout à coup, je ne pouvais plus voir clairement. J'ai d'abord pensé que c'était une sorte de malchance, peut-être un « envoûtement », comme on le disait dans mon village. Mes parents m'ont amenée consulter des guérisseurs, mais rien n'a changé. C'est à ce moment-là que j'ai compris que ma vie serait différente. Les examens médicaux à Sokodé et Lomé ont confirmé la terrible nouvelle : je serais aveugle à vie. C'était un choc, mais jamais je n'ai pensé à abandonner mes rêves d'études.

*Je savais que ma situation familiale compliquait les choses. Mon père était handicapé mental, et ma mère avait du mal à subvenir aux besoins de la famille. Mais mon oncle, voyant ma détermination, m'a emmenée avec lui, pour chercher des solutions. Malgré tout, la perte de ma vue semblait certaine. Mais je n'ai pas baissé les bras. C'est mon oncle qui m'a inscrite à l'IFRAM à Sokodé. C'est là-bas que j'ai appris le braille et que j'ai pu reprendre mes études. A force de travail et de persévérance, j'ai obtenu mon CEPD et, ensuite, mon baccalauréat avec mention « **Assez bien** » en 2021.*

Après mon BAC, tout ne s'est pas déroulé aussi facilement. J'ai fait plusieurs demandes d'aide pour poursuivre mes études à l'université, mais les réponses tardaient. La rentrée approchait, et je n'avais même pas les moyens de m'installer à Kara. Je me suis résolue à prendre un prêt pour louer une chambre et commencer seule. Heureusement, Plan International Togo est intervenu à ce moment-là. Ils ont pris en charge mes frais de scolarité, mon hébergement et mon alimentation. Grâce à ce soutien, j'ai pu poursuivre mes études dans de bonnes conditions.

En 2024, j'ai obtenu ma licence en sciences de l'éducation. Cela reste pour moi un accomplissement immense, car je suis la seule de ma famille à avoir obtenu un diplôme universitaire. Je n'oublierai jamais l'aide de Plan International Togo, qui a été importante pour moi.

Je vis aujourd'hui avec mes 02 sœurs, l'une en apprentissage et l'autre en classe de 3ème. Elles me soutiennent beaucoup. Mon rêve est de devenir autonome, de soutenir ma famille et de faire tout ce que je peux pour aider les personnes handicapées comme moi.

Depuis 2017, je me suis engagée pour défendre les droits des personnes handicapées, d'abord avec l'association Handicap et Communication, puis avec le Youth Panel de Sokodé. A Kara, j'ai rejoint l'Association des Personnes en Situation de Handicap de l'Université de Kara (APSHUK), où je milite pour l'inclusion des personnes handicapées dans la société.

Je suis aujourd'hui responsable de la section de l'Association Togolaise des Personnes Handicapées (ATPH), où je m'efforce d'inclure les enfants handicapés dans des programmes d'apprentissage. Avec mon équipe, nous accompagnons 07 enfants, dont 03 filles pour les aider à s'intégrer dans la société et à acquérir des compétences professionnelles.

Je n'oublierai jamais ce que Plan International Togo a fait pour moi. Grâce à leur aide, j'ai pu réaliser mon rêve d'étudier et, aujourd'hui, de militer pour l'inclusion des personnes handicapées. A tous les jeunes handicapés et leurs familles, je veux dire ceci : il ne faut jamais abandonner. L'éducation est un droit fondamental, et être handicapé ne devrait pas être une honte. Ne perdez jamais espoir et battez-vous pour l'inclusion et l'autonomisation. Comme je le dis toujours : « Ceux qui sont en âge d'aller à l'école doivent le faire, et ceux qui sont plus âgés doivent être accompagnés dans des apprentissages ou des activités génératrices de revenus. »





COMPETENCES ET OPPORTUNITES POUR L'EMPLOI ET L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES (SOYEE)

Au cours de nos interventions en 2023-2024, **38 642 jeunes** ont bénéficié de compétences et d'opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat dont **29 191 filles et jeunes femmes**

Réalisations phares

Dans le domaine des compétences et des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat, les initiatives de Plan International Togo ont été un levier pour favoriser l'autonomisation économique des jeunes, et plus particulièrement des jeunes femmes, à travers diverses régions du Togo dans la promotion de l'autonomisation économique des jeunes, en particulier des jeunes femmes, dans plusieurs régions du Togo. À travers diverses formations, 152 jeunes, dont 134 filles et femmes, ont développé des compétences en décoration de tapettes, tissage de sacs, préparation de savon liquide et emballage de colis. Par ailleurs, 303 mères d'enfants parrainés ont été formées à la production de savon, leur permettant de générer des revenus complémentaires, tandis que 84 maraîchers, dont 23 femmes, ont bénéficié de formations en techniques de maraîchage.

En matière de développement entrepreneurial, 143 artisans dont 32 femmes, ont suivi des formations en développement d'affaires (FoDA) qui incluaient des modules sur la gestion d'entreprise et l'élaboration de plans d'affaires. En complément, 621 jeunes ont renforcé leurs compétences entrepreneuriales à travers des apprentissages sur l'étude de marché, l'analyse technique et financière, ainsi que la gestion de projets d'entreprise.

L'accès aux financements a également connu un essor significatif avec la création de 621 groupes d'épargne regroupant 15 382 membres, dont plus de 11 000 femmes. Ces groupes ont mobilisé un total de 229 millions FCFA en épargne et 145 millions FCFA en crédits, soutenant ainsi les activités génératrices de revenus de plus de 10 000 membres. De même, 58 groupes d'épargne de jeunes, composés de 1 333 membres, dont 1 098 filles, ont réussi à épargner près de 10 millions FCFA et ont bénéficié de crédits pour lancer ou renforcer leurs AGR.



Par ailleurs, 41 jeunes entrepreneurs, dont 27 femmes, ont pu accéder à des financements de microfinance pour démarrer ou développer leurs entreprises. En complément, 555 jeunes, majoritairement des femmes, ont obtenu des crédits informels pour soutenir leurs activités économiques, renforçant ainsi leur indépendance financière.

Dans le cadre de l'accompagnement vers l'insertion professionnelle, les projets SPAD, « Savanes Motaog » et YEWA 2 ont permis à 241 jeunes, dont 141 filles, de terminer leur apprentissage, avec un taux de réussite de 98 % au Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA). De plus, 219 jeunes apprentis ont signé des contrats pour débiter leur apprentissage dans les métiers de leurs rêves, ouvrant ainsi la voie à des carrières prometteuses.



Les opportunités de stages offertes ont également permis à 37 jeunes, dont 18 femmes, d'intégrer des institutions partenaires, avec 7 d'entre eux obtenant un emploi salarié stable à la suite de cette expérience. En parallèle, 545 jeunes, dont 450 femmes, ont reçu des équipements pour démarrer ou renforcer leurs activités artisanales, renforçant ainsi leur autonomie économique.

Enfin, 19 primo-entrepreneurs, dont 5 filles et femmes ainsi que 3 personnes handicapées, ont bénéficié d'équipements spécifiques pour exercer des métiers variés tels que la cordonnerie, la couture et la coiffure. Ces initiatives visent à briser les stéréotypes de genre et à offrir à ces jeunes une véritable indépendance économique tout en valorisant leur potentiel au sein de leurs communautés.

Changements Induits

Les activités de groupes d'épargne et les activités génératrices de revenus (AGR) ont joué un rôle clé dans le renforcement du pouvoir économique des jeunes, en particulier des femmes, augmentant ainsi leur autonomie et leur capacité à contribuer activement au développement de leurs communautés. Les suivis menés ont révélé que les jeunes entrepreneurs formés par Plan International Togo gagnent en moyenne 32 500 FCFA par mois, un revenu qui leur permet de subvenir aux besoins essentiels de leurs familles. Parmi les témoignages poignants, celui de Hodalo, une jeune cordonnière, reflète les changements profonds apportés par l'accompagnement. Grâce à l'aide reçue, elle a pu franchir des barrières culturelles et s'engager dans un métier traditionnellement dominé par les hommes. Elle exprime sa reconnaissance en ces termes : *« Lorsque le coordinateur et les techniciens de la Chambre Préfectorale de Métiers m'ont rendu visite à l'atelier, ils ont apprécié ce que je faisais et mon engagement. Ils m'ont dit que je suis l'une des rares filles à exercer ce métier, en raison des croyances socioculturelles. Ils m'ont encouragée et ont recensé mes besoins. Je ne croyais pas que les besoins que j'avais exprimés ce jour-là seraient aujourd'hui satisfaits. Recevoir cette machine va changer ma vie, celle de ma famille et mon environnement de travail. »* De même, Chérifou, un jeune tapissier, partage son histoire inspirante. Grâce aux revenus générés par son atelier et à l'obtention de son certificat d'apprentissage, il témoigne des opportunités offertes par Plan International pour bâtir un avenir stable et prospère. Il déclare : *« Je remercie le donateur car il a facilité mon insertion professionnelle et sociale. J'ai construit mon atelier grâce au ciment et à la tôle que j'ai reçus. Sur les conseils de l'équipe, j'ai passé le Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA) que j'ai obtenu avec brio. J'ai pu également faire face aux frais de soins et d'hospitalisation de mon père pour un montant de 320 000 FCFA et ouvrir une petite boutique d'alimentation générale pour ma femme avec 150 000 FCFA. »*

- ✔ Les suivis montrent que les jeunes entrepreneurs formés gagnent en moyenne **32 500 FCFA par mois**, un revenu qui leur permet de subvenir aux besoins essentiels de leur famille.

Les activités de groupes d'épargne et d'AGR ont

- ✔ permis aux jeunes, et en particulier aux femmes, de renforcer leur pouvoir économique, d'augmenter ainsi leur autonomie et leur capacité à contribuer au développement de leur communauté.



Hodalo, une jeune cordonnière, a exprimé sa gratitude pour l'aide reçue, qui lui a permis de surmonter les barrières culturelles et de se lancer dans un métier traditionnellement masculin. Elle souligne l'importance de l'appui reçu pour sa carrière et pour le bien-être de sa famille. « ... Lorsque le coordinateur et les techniciens de la Chambre Préfectorale de Métiers m'ont rendu visite à l'atelier, ils ont apprécié ce que je faisais et mon engagement. Ils m'ont dit que je suis l'une des rares filles à exercer ce métier traditionnellement réservé aux hommes à cause des croyances.

socioculturelles. Ils m'ont encouragée et ont recensé mes besoins. Je ne croyais pas que les besoins que j'avais exprimés ce jour-là seront aujourd'hui satisfaits. Recevoir cette machine va changer ma vie, celle de ma famille et mon environnement de travail ».

Chérifou, un jeune tapissier, a partagé son parcours inspirant grâce aux revenus générés par son atelier et son nouveau certificat d'apprentissage. Ce qui illustre comment le soutien de Plan International l'a aidé à bâtir un avenir stable et prospère.

“

« Je remercie le donateur car il a facilité mon insertion professionnelle et sociale. J'ai construit mon atelier grâce au ciment et à la tôle que j'ai reçue. Sur les conseils de l'équipe j'ai passé le Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA) que j'ai obtenu avec brio. J'ai pu également faire face aux frais de soins et d'hospitalisation de mon père pour un montant de 320 000 FCFA et ouvrir une petite boutique d'alimentation générale pour ma femme avec 150 000 FCFA ».

HISTOIRE DE RÉUSSITE ET D'IMPACT POSITIF

Nobiyèle, 27 ans, a vu son parcours marqué par des épreuves après le décès de son père. Forcée d'abandonner l'école en classe de 4ème faute de moyens, elle se lance dans l'apprentissage de la couture avec le soutien de sa mère et obtient son certificat de fin d'apprentissage. Cependant, sans machine à coudre, elle se retrouve dans l'incapacité de pratiquer son métier, et se voit obligée de se contenter de petits travaux occasionnels.

La situation financière étant difficile, participer à des cotisations ou acheter des produits de première nécessité devenait un défi. Nobiyèle nous raconte comment les interventions du projet « Engagement des jeunes et des femmes pour la participation citoyenne et la cohésion sociale » a transformé sa vie de jeune femme couturière.



Nobiyèle coud son avenir avec audace et résilience

« Je m'appelle Nobiyèle, j'ai 27 ans et je suis mariée depuis 03 ans. J'ai 02 petites filles. J'ai dû arrêter l'école après la classe de 4ème parce que ma maman n'avait plus les moyens de payer les frais après le décès de mon père. C'était difficile pour nous. J'ai alors appris la couture avec l'aide de ma maman, et j'ai obtenu mon certificat de fin d'apprentissage en couture pour femme. Mais après ça, je n'avais pas de machine pour travailler.

Finir l'apprentissage sans avoir de machine, c'était très difficile. Ça me faisait mal de ne pas pouvoir exercer ce que j'avais appris. Souvent, j'avais peur d'oublier ce que ma patronne m'avait enseigné. Pour m'en sortir, j'aidais parfois d'autres couturières quand elles avaient du travail, mais ce n'était pas suffisant. Je faisais de petits travaux juste pour répondre à mes besoins de femme, comme acheter du savon. Même participer à des cotisations d'association pour avoir un peu d'argent, c'était impossible pour moi.



Je suis très reconnaissante envers ce projet, car il a transformé ma vie et celle de ma famille.

village qui viennent me voir, particulièrement pendant les fêtes et les grands événements où il y a des uniformes à coudre.

Avec cette machine, je peux maintenant aider mon mari à prendre soin de notre famille. Avant, c'était lui seul qui s'occupait de tout, mais maintenant je contribue aussi. Mon rêve, c'est d'ouvrir un atelier, d'avoir des apprenties, et de pouvoir coudre les habits de mes enfants, y compris leurs tenues scolaires, sans avoir besoin de trop dépenser.

Mon mari m'a toujours soutenue et aidée, surtout dans les moments difficiles. Il m'a beaucoup encouragée et c'est même lui qui m'a inscrite pour recevoir cette machine. A l'époque, on pensait quitter le village pour aller en Côte d'Ivoire à cause de la pauvreté, mais grâce au projet Savanes Motaog, on a compris que, même ici, on peut réussir et s'en sortir. On n'a plus besoin de partir loin pour chercher une solution.»

A cette époque, mon mari et moi envisagions même de partir en Côte d'Ivoire pour travailler dans les champs, faire du métayage et économiser de l'argent pour acheter la machine et subvenir à nos besoins. J'étais enceinte de notre première fille, mais malgré les risques, nous étions prêts à tout pour changer notre situation. Nous n'avions pas assez d'argent, même pour les consultations prénatales, et nous pensions que cette option était notre seule chance. On se préparait pour partir, mais avant cela, on a appris qu'il y avait une réunion chez le chef canton. C'était une réunion pour aider les jeunes comme moi qui ont appris un métier, mais qui n'ont pas les moyens de démarrer. Mon mari et moi sommes allés nous inscrire.

Quand j'ai reçu la machine à coudre, c'était un grand soulagement pour moi. Avoir cette machine a changé ma vie. A ce jour, j'ai déjà cousu 15 complets en moins de 03 mois, à des prix qui varient entre 2000 et 2500 francs CFA. Ce sont surtout des femmes, des filles et des enfants du





DROITS A LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (SRHR)

37 963 enfants, jeunes, femmes dont 24 551 filles et femmes ont directement bénéficié de nos projets de santé sexuelle et reproductive au cours de l'année fiscale 2024.

Réalisations phares

Dans le cadre de la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive (SRHR), nos interventions se sont orientées vers des actions de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités des jeunes, des familles et des communautés. Ces actions ont pour but d'améliorer la connaissance et l'accès des populations, en particulier des jeunes et des femmes, aux services et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Elles ont permis de promouvoir une meilleure hygiène menstruelle, de renforcer les liens intrafamiliaux pour un dialogue ouvert sur la sexualité et de déconstruire les normes sociales néfastes qui limitent l'accès des jeunes filles et femmes à leurs droits.

Le projet SPAD ont particulièrement marqué les communautés de Hompou, Agbétiko et Attitogon à travers une campagne de sensibilisation sur l'hygiène menstruelle, touchant 447 personnes, dont 329 jeunes filles et femmes. À chacune d'elles, quatre serviettes hygiéniques réutilisables ont été distribuées. Ces projets ont également formé 67 parents d'enfants parrainés, dont 58 mères, à l'approche intrafamiliale, leur permettant ainsi de discuter des sujets liés à la sexualité et à la santé avec leurs enfants, contribuant ainsi à une cohésion familiale renforcée.

Le projet "Ma Santé, Mes Droits" a également eu un impact significatif. Il a formé 30 inspecteurs et conseillers de la Direction Régionale de l'Éducation de la région Maritime, 737 enseignants et maîtres d'ateliers d'apprentissage de métiers, dont 84 femmes, ainsi que 50 facilitateurs, dont 18 femmes, sur l'Education aux Valeurs et à la Santé Sexuelle (EVSS) et la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire et extrascolaire. En outre,

2 040 pairs éducateurs scolaires et extrascolaires, dont 1 254 filles, ainsi que 270 encadreurs des clubs, dont 39 femmes, ont été formés sur l'éducation par les pairs en lien avec la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes. 40 parents, dont 25 femmes, et 12 agents de santé communautaires, dont 5 femmes, ont été formés en tant que pairs éducateurs adultes pour faciliter la communication entre les parents et leurs enfants sur les questions de sexualité et de relations interpersonnelles.

De plus, 24 animateurs de radios locales, dont 6 femmes, ont été formés pour aborder la santé, les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et l'EVSS dans leurs émissions. 50 prestataires de soins de santé, majoritairement des sages-femmes, dont 16 hommes, issus de 35 formations sanitaires des préfectures de Zio, Vo et Yoto ont été formés sur l'offre de services de santé sexuelle et reproductive pour adolescents et jeunes (SSRAJ). Ce processus a été complété par l'évaluation des services SSRAJ dans les communes de Zio 1 et 3, Yoto 1 et 3 ainsi que Vo 1 et 3, chacune d'elles bénéficiant d'un plan d'actions pour améliorer ces services.

En parallèle, 25 acteurs des organisations de jeunes, dont 16 filles et femmes, ont été formés sur le plaidoyer en matière de droits à la SSR et mis en contact avec les élus locaux pour conduire des initiatives visant à les impliquer dans les processus de planification et de budgétisation des communes.

Les projets YEWA 2, PAREC 2 et RSCLVBGT ont permis à 7 791 élèves, dont 3 545 filles, de la région des Plateaux de mieux comprendre leur sexualité, y compris l'importance d'une bonne hygiène menstruelle et des services de contraception. En parallèle, des sessions de renforcement des compétences, telles que l'initiative "**Champion of Change**", ont donné aux jeunes les outils nécessaires pour prendre

des décisions positives et promouvoir l'égalité des genres.

827 enfants et jeunes, dont 470 filles, des préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Mô et Blitta ont renforcé leurs capacités à prendre des décisions positives concernant leur vie, valoriser leur image de soi, communiquer de manière assertive et mieux comprendre les enjeux du genre à travers 29 sessions de l'exercice "Champion of Change" supervisées par 50 encadrants, dont 23 femmes.

12 modèles de discussions intergénérationnelles ont été mis en place dans les préfectures de Mô et Sotouboua pour encourager l'éducation et le dialogue positif autour de la santé sexuelle et reproductive. Un total de 558 personnes, dont 125 jeunes et adolescents de 10 à 24 ans, ont été touchées par ces initiatives.

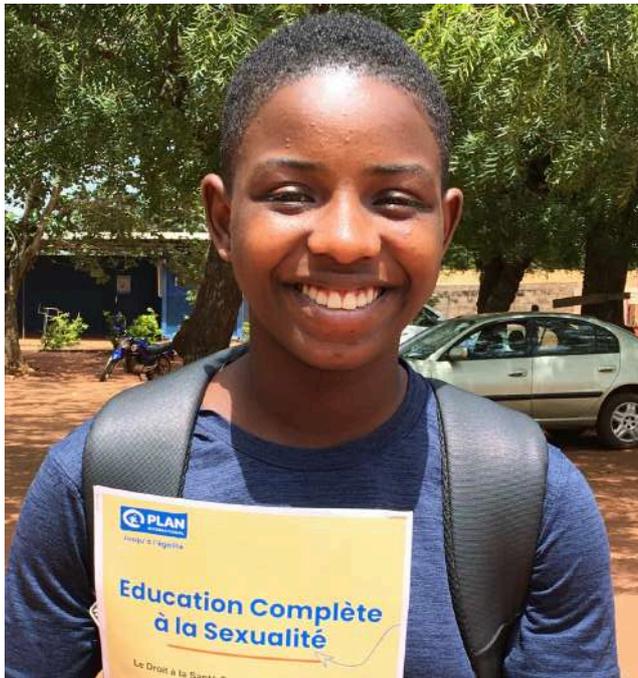
Six sorties ont été effectuées par la clinique mobile pour offrir aux jeunes et adolescents des milieux reculés un accès à des services SSR conviviaux et adaptés. À chaque sortie, des projections de films suivies de sessions de sensibilisation ont été organisées, avec des soins gratuits offerts le lendemain. Ces six séances de sensibilisation ont touché 572 personnes, dont 266 jeunes filles de moins de 24 ans.

Dans les préfectures de Bassar et Doufelgou, 98 jeunes pairs éducateurs, dont 54 filles, ont sensibilisé 7 284 jeunes (dont 4 539 filles) sur les droits sexuels et reproductifs, les violences sexuelles et les mécanismes de signalement.

Dans les préfectures de Tône et Kpendjal, touchées par la crise sécuritaire, 90 familles ont reçu des kits WASH, 180 filles et jeunes femmes vulnérables ont bénéficié de kits de dignité, et six centres de santé ont été soutenus financièrement pour prendre en charge 186 femmes enceintes et enfants de moins de 6 ans.

Changements Induits

Ces efforts ont conduit les jeunes, les éducateurs, et même les parents à jouer un rôle plus actif dans la diffusion de messages positifs et éducatifs sur la sexualité, tout en renforçant les structures communautaires pour prévenir et combattre les violences basées sur le genre.



Des témoignages illustrent notre impact, tel celui d'une apprentie du canton de Kpéssi qui, après une session d'information, a exprimé sa satisfaction quant à l'accès aux services de santé pour la prévention des grossesses précoces. Elle prévoyait même de se rendre dans un centre de santé pour explorer les options de contraception. *« Ceci a été pour moi une grande satisfaction, cette sensibilisation. Après le projet ATBEF qui distribuait les produits et préservatifs, je n'ai plus une idée d'où trouver ces produits. Je ne savais pas que c'était possible pour moi d'aller à l'USP pour me protéger contre les grossesses précoces. Dès demain, j'irai au centre de santé pour me procurer une des méthodes de contraception »,* a-t-elle affirmé.

Les actions ont également permis une augmentation des signalements et de la prise en charge des cas d'abus.

Les actions ont également permis une augmentation des signalements et de la prise en charge des cas d'abus. **En 2024, 80 cas d'abus sur enfants ont été recensés, dont 70% de violences sexuelles.** Des jeunes filles victimes ont ainsi reçu un soutien médical, psychosocial et juridique pour favoriser leur réhabilitation.

Les discussions intergénérationnelles et les dialogues au sein des clubs d'enfants ont encouragé les jeunes à s'informer sur leurs droits et à adopter des comportements responsables, tels que la gestion de leur cycle menstruel. Des témoignages confirment que ces activités ont permis à plusieurs jeunes filles d'éviter des grossesses précoces, grâce aux connaissances acquises sur le cycle menstruel et les méthodes contraceptives. Une apprentie couturière de Tchoou dans le canton de Kpinzindè, par exemple, a partagé comment sa participation au club GHM lui a permis de mieux comprendre et gérer son cycle, tout en partageant ce savoir avec ses proches. *« Si j'avais eu ces formations sur la GHM avant, je n'allais pas tomber enceinte. Avant, je ne connaissais même pas ce qu'on appelle cycle menstruel ni les conséquences des rapports sexuels non protégés. Notre sœur avec qui nous vivons n'a même pas notre temps pour discuter avec nous sur la sexualité. Mais depuis que je participe aux activités de notre club GHM, j'ai maîtrisé mon cycle menstruel. Je sais identifier la période fertile. J'ai déjà appris à mes deux petites sœurs et même à notre grande sœur ce qu'est le cycle menstruel et comment identifier les jours fertiles. Grâce à ces connaissances reçues sur le cycle menstruel, ni moi, ni mes petites sœurs, ni mes enfants ne contracterons une grossesse non voulue ».*

Enfin, 805 leaders communautaires et religieux dont 237 femmes, impliqués dans les sensibilisations, se sont engagés dans la lutte contre les pratiques sociales néfastes telles que les mariages forcés.

Des comités de suivi, formés pour faciliter les échanges entre les générations, ont permis une prise de conscience accrue sur l'importance d'accompagner les jeunes filles dans la jouissance de leurs droits sexuels. Le soutien croissant des parents, comme l'a exprimé un cultivateur qui encourage désormais l'utilisation de méthodes contraceptives par ses filles, reflète un changement notable dans les mentalités et les pratiques au sein des familles et des communautés. *« A travers les activités de dialogue intergénérationnel, j'ai vraiment compris les avantages des méthodes contraceptives. Je me bats pour que mes enfants aillent loin dans leurs études. Mais depuis un moment, j'ai constaté que ma première fille de 16 ans à commencer à faire la compagnie des garçons. Je ne savais quoi faire.*

Avec les différents débats que nous avons eu à faire chez le chef lors du dialogue intergénérationnel, j'ai compris que si je ne prends pas le temps de discuter avec elle, elle risque de tomber enceinte et tout ce que j'ai investi à l'école va être un gâchis. J'ai commencé à l'appeler et à discuter avec elle. Finalement, elle m'a demandé qu'elle veut adopter une méthode contraceptive. Je lui ai dit si c'est son choix qu'elle aille voir l'accoucheuse et elle a eu pour 03 ans », a affirmé un père de famille à Bikpaliba dans le canton de Saïboudé.

En somme, l'ensemble des interventions en matière de SRHR a engendré une prise de conscience élargie, une meilleure accessibilité aux services, et des changements de comportement visibles dans plusieurs communautés. Ces efforts contribuent à créer un environnement plus favorable à la santé sexuelle et reproductive des jeunes et des femmes, tout en renforçant les structures locales pour garantir la pérennité des acquis.



HISTOIRE DE RÉUSSITE ET D'IMPACT POSITIF



Le pair éducateur passe le flambeau, pour un avenir transformateur

Sonia est une éducatrice pour les pairs qui sensibilise aux questions de santé et de droits sexuels et reproductifs et donne des conseils à d'autres filles et jeunes femmes.

« — J'avais peu d'occasion d'aborder les sujets de sexualité avec mes parents, très peu avec ma mère et pas du tout avec mon père. Et lorsque cette rare occasion se présente nos causeries se limitent à l'hygiène corporelle. »

« J'ai été formée pour devenir éducatrice paire et je prends mon rôle au sérieux et aujourd'hui, je sensibilise sur les questions de santé et droits sexuels et reproductifs pour réduire les comportements à risque »

En tant qu'aînée d'une famille de cinq frères et sœurs, Sonia, 21 ans, a souvent assumé des rôles de leadership au sein de la famille, ce qui l'a aidée à développer des compétences de vie telles que la prise de décision et la résolution de problèmes. C'était donc une démarche naturelle pour elle de rejoindre une association de jeunes leaders créée par Plan International dans sa ville du nord du Togo.

Sonia dit que lorsqu'elle était petite, parler de sexe était tabou et n'en discutait jamais.

« Je n'ai pratiquement jamais eu l'occasion d'aborder le sujet avec mes parents. C'était un peu plus facile avec ma mère, mais nos conversations restaient très superficielles, limitées principalement à l'hygiène personnelle. »



“*J’ai été formée pour devenir éducatrice paire et je prends mon rôle au sérieux et aujourd’hui, je sensibilise sur les questions de santé et droits sexuels et reproductifs pour réduire les comportements à risque.*”



Son père, en revanche, évitait complètement le sujet. « *Je pense qu’il était mal à l’aise avec cela, ou peut-être qu’il ne pensait pas que c’était un sujet à discuter avec ses enfants. Ce manque de dialogue m’a laissé, comme beaucoup de mes amis, ignorant des aspects importants de la vie tels que les relations amoureuses saines, l’hygiène menstruelle et la sexualité.* » Ce n’est qu’après que Sonia a rejoint l’Association des jeunes leaders, créée dans le cadre du programme d’autonomisation des jeunes en Afrique de l’Ouest de Plan International, qu’elle a pu accéder à des informations vitales sur ces questions.

« *La formation a été une révélation pour moi. Je pensais que si je pouvais apprendre autant avec toutes mes lacunes dans mes connaissances, je pourrais aider d’autres jeunes à apprendre les mêmes informations pour les aider à éviter une grossesse précoce* », explique Sonia.

Lorsqu’elle a commencé sa formation, le petit ami de Sonia était très autoritaire et elle lui laissait prendre toutes les décisions concernant leur relation. « *Il pensait que parce qu’il était un garçon, je devais faire tout ce qu’il voulait. Il décidait quand nous devions nous rencontrer, où nous devions aller et même quand nous devions faire l’amour.* »

“*J’ai réalisé que j’avais le droit de décider ce qui était le mieux pour moi. Avec le temps, mon petit ami a compris que je n’accepterais plus qu’il m’impose ses décisions, et notre relation a changé.*”

Grâce à une nouvelle compréhension de ses droits et à la confiance nécessaire pour s’affirmer, Sonia a pu prendre position et dire « **non** » lorsqu’elle n’était pas à l’aise avec quelque chose. « *J’ai réalisé que j’avais le droit de décider ce qui était le mieux pour moi. Avec le temps, mon petit ami a compris que je n’accepterais plus qu’il m’impose ses décisions, et notre relation a changé.* »

Après avoir examiné sa propre relation avec son petit ami, Sonia s’est rendu compte que d’autres filles étaient confrontées à des défis similaires. « *Les filles en particulier se retrouvaient souvent dans des situations où elles n’avaient pas leur mot à dire. Beaucoup entretenaient des relations avec des garçons sans pouvoir fixer leurs propres conditions. Certaines ne savaient même pas comment demander à leur partenaire de porter des préservatifs, et d’autres ne le faisaient pas. Je ne sais pas comment tomber enceinte et je risque de contracter des maladies sexuellement transmissibles.* »

Conseils sur l'hygiène menstruelle

Décidée à agir, Sonia a commencé à discuter avec ses amis et ses pairs pour comprendre leurs préoccupations et leur prodiguer des conseils appropriés. *« L'un des principaux problèmes que j'ai identifiés était l'hygiène menstruelle ; la plupart des filles ne savent pas comment se préparer à leurs règles et ne sont pas prêtes pour ce moment important de leur vie. Certaines ne savent même pas qu'elles peuvent avoir leurs règles à leur âge »*

Lors de ses séances de sensibilisation, Sonia essaie de se concentrer sur les problématiques qui touchent le plus les filles et les jeunes de sa communauté. *« Lors de mes séances, j'aborde des sujets tels que l'hygiène menstruelle, la prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) et la prévention des grossesses précoces. Je donne également des conseils aux filles qui viennent de commencer leurs règles et qui ne savent pas quoi faire. »*

Sonia assiste également à des réunions communautaires où elle parle aux parents de l'importance pour leurs enfants d'avoir accès à des informations sur leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs.

« Je suis convaincue que si les jeunes sont mieux informés, nous aurons moins de grossesses précoces, d'IST et de cas de violences sexuelles », affirme-t-elle.

Aujourd'hui, Sonia peut parler plus ouvertement de sexualité avec ses parents, même si elle affirme qu'il est plus facile d'aborder le sujet avec sa mère qu'avec son père.

« Je suis fière de l'évolution de notre communication. Ma mère apprécie mon engagement et mes principes, et cela m'encourage à continuer sur cette voie. »

Sa relation avec son petit ami est également beaucoup plus forte et il existe un respect mutuel entre eux. *« J'ai pu adopter des principes forts. Je ne laisse plus mon copain décider de tout. Je me concentre davantage sur mes études. Je crois que cette discipline et ce dévouement m'aideront à réussir mes examens finaux cette année. »*

Sonia espère qu'en touchant davantage de jeunes, elle commencera à constater une réduction des grossesses chez les adolescentes, des IST et de la violence sexuelle dans sa communauté. *« Mon rêve est de continuer à inspirer mes pairs et de leur montrer qu'ils ont le pouvoir de changer leur destin grâce à l'éducation et à l'information. »*

« Je suis fière de l'évolution de notre communication. Ma mère apprécie mon engagement et mes principes, et cela m'encourage à continuer sur cette voie. »



“

**Je rêve d'un avenir où
chaque fille sera libre de
façonner sa propre vie.**

”





Citoyenneté active

26 956 enfants, jeunes et adultes dont 14 982 filles et femmes ont été concernés par nos interventions qui visent la promotion du leadership et de l'engagement des jeunes, des femmes pour la participation citoyenne.

Réalisations phares

Les projets menés dans les cantons de Gamé, Tchékpo, Ahépé, Zafi, Hompou, Agbélouvé dans la région Maritime, ainsi que dans les régions des Plateaux, Centrale, Kara et des Savanes, ont concentré leurs efforts sur la promotion du leadership des filles et des jeunes femmes, le renforcement des compétences de vie et la gestion locale. Ainsi, 139 élèves, dont 96 filles, ont bénéficié d'une formation à la gestion de projets, avec un accent particulier sur la gestion de fonds et le renforcement des capacités des filles et jeunes femmes dans ce domaine.

En outre, 200 adolescents et jeunes, dont 146 filles, ont suivi des formations sur des compétences de vie essentielles, telles que la gestion des affaires publiques et l'engagement civique au sein de leurs communautés. 307 jeunes, dont 263 filles, ont été formés au contrôle citoyen de l'action publique (CCAP), en particulier sur le suivi de la gestion publique dans 16 cantons de la région Maritime. De plus, 1 071 membres de 39 associations de jeunes et d'enfants, dont 804 filles, ont été accompagnés dans le renforcement de leur leadership et de leurs compétences en plaidoyer. Ces jeunes ont mené des activités communautaires touchant leurs pairs ainsi que les leaders locaux.

877 personnes, dont 560 filles et jeunes femmes, ont amélioré leurs compétences en gestion de projets et en procédures administratives et financières. Cela a permis aux communautés de gérer leurs ressources de manière plus transparente, contribuant ainsi au développement local durable.

Afin de s'aligner sur les objectifs de la stratégie pays et promouvoir la masculinité positive, les anciennes organisations composées uniquement de filles ont été redynamisées par l'intégration des jeunes garçons. Ainsi, 60 organisations d'enfants et de jeunes, réunissant 600 filles et 300 garçons, ont été mises en place.

900 jeunes, dont 600 filles, ont été formés à l'engagement citoyen et ont mené des actions communautaires telles que l'entretien des espaces publics et la plantation d'arbres. Des émissions radio ont été organisées pour sensibiliser les jeunes et les parents à l'importance de l'engagement citoyen. Des sensibilisations sur la protection de l'environnement ont touché 4 283 personnes, dont 2 528 filles, et ont mis en lumière les dangers de l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture et la déforestation.

50 jeunes filles déscolarisées de la préfecture de Mò ont été accompagnées pour créer trois groupements de transformation de manioc, générant un revenu de 78 800 CFA et améliorant leur autonomie économique et sociale. 17 séances ont été organisées pour sensibiliser les jeunes filles aux droits sexuels et reproductifs, à l'importance de la santé maternelle et à la prévention des mariages précoces.

Au total, 8 094 personnes, dont 1 686 femmes, 116 personnes handicapées et 249 jeunes de 13 communes des Savanes, issus de 7 organisations de femmes, 5 organisations de personnes handicapées et 6 organisations de jeunes, ont été informées et formées sur la programmation basée sur les droits humains, le genre et l'inclusion, ainsi que sur l'animation de causeries éducatives.

La journée internationale de la fille et la journée des droits des femmes ont été marquées par des actions de plaidoyer visant à sensibiliser les autorités et leaders communautaires aux droits des filles et des femmes. Enfin, à travers le football, 60 associations sportives de filles, composées de 1 800 filles et 240 garçons, ont renforcé leurs compétences en arbitrage de match, en techniques de rédaction d'articles et de commentaires de matchs, ainsi qu'en compétences de vie courante et champion du changement. Les compétitions ont permis aux filles de démontrer leurs capacités à jouer au football et, au cours de ces événements, plus de 60 sketches de sensibilisation ont été présentés par les filles elles-mêmes, montrant ainsi leur capacité à prendre la parole en public et à sensibiliser les communautés. Environ 2 900 personnes, dont 1 900 filles et jeunes femmes, ont été touchées par ces actions.

Les trois projets de parrainage dans les régions de la Kara et des Savanes, ainsi que les projets YEWA 2, Championnes et Gouvernance Participative et Inclusive, ont largement contribué à l'atteinte de cet objectif. Ainsi, le leadership des filles et des femmes a été renforcé dans les 33 cantons de parrainage, grâce au soutien et à l'accompagnement de 33 COGEP, composés de 396 membres, dont 278 filles et femmes, de 5 groupes de référence des jeunes (Youth Panel), de 120 clubs d'enfants parrainés réunissant 1 483 membres, dont 983 filles, et de 106 clubs de mères comptant 1 118 membres. Ces groupes ont activement mené des activités de plaidoyer et de sensibilisation au sein de leurs communautés.

Concernant l'initiative "Girls Take over", pour l'année 2023, un total de 204 jeunes champions et championnes de l'égalité ont été formés au Togo, dont 8 jeunes handicapés. Un total de 91 prises de commande a été réalisé par des filles âgées de 16 à 24 ans, dont 2 handicapées. Par ailleurs, 31 stages

ont été octroyés aux jeunes, et 67 structures d'accueil ont soutenu l'initiative en 2023. Ces réussites font de "Girls Takeover" une action phare de Plan International Togo pour l'égalité de genre et renforcent la légitimité et la crédibilité de l'organisation en tant que référence en matière d'égalité de genre et de défense des droits des filles.



Changements induits

Grâce à nos actions en matière de citoyenneté active, on note une prise de conscience accrue de la protection des enfants et des filles, et une volonté croissante de dénoncer les abus ainsi qu'une progression notable vers l'acceptation et l'exercice de responsabilités, y compris des jeunes femmes occupant des postes clés dans les structures communautaires. Les filles et jeunes femmes ont progressivement pris des responsabilités, avec des jeunes femmes dirigeant des COGEP et des jeunes filles impliquées dans des activités de protection et de sauvegarde des enfants.

Les jeunes femmes, à travers des activités génératrices de revenus, ont renforcé leur indépendance. Dans le cadre du projet SSR/BMZ, les 03 groupements de jeunes filles déscolarisées de 10 à 24 ans a, de juillet à décembre 2023, produit au total 187 bols de gari pour un chiffre d'affaires de 78 800 FCFA. Ce fait a contribué à l'amélioration des conditions de vie des jeunes femmes et au renforcement de leurs prises de décisions et de leurs rôles au sein des foyers et de la communauté.

La formation des membres des 60 OEJ et leurs encadrant-e-s ont permis à ces derniers de comprendre davantage quelques concepts comme « enfant, jeune, adolescent, participation des jeunes, engagement des jeunes (Pourquoi les jeunes s'engagent et doivent s'engager ?) et sur les types d'engagement. Grâce à ces renforcements de capacités, les membres de plusieurs organisations se sont engagés dans les actions communautaires telles que l'entretien des ruelles, des espaces publics et la mise à terre des plants sur des espaces communautaires, ce qui contribue ainsi à l'assainissement de leur environnement et à la lutte contre les changements climatiques.



HISTOIRE DE RÉUSSITE ET D'IMPACT POSITIF



L'HISTOIRE DE AWA : L'ESPOIR À TRAVERS LE LEADERSHIP

Je m'appelle Awa, j'ai 15 ans et je suis en classe de 3ème. Originaire du Burkina Faso, ma vie a basculé à cause de la crise sécuritaire dans mon pays. Aujourd'hui, je vis au nord du Togo, avec ma maman, ma sœur jumelle et mon frère. Nous avons dû fuir pour notre sécurité. Mon père nous a emmenés ici, mais il est retourné au Burkina, et depuis, nous n'avons plus de nouvelles de lui. Cette absence est une douleur silencieuse, mais ma maman est devenue notre pilier, à la fois mère et père pour nous.



Quand je suis arrivée au Togo, ce n'était pas facile. Les gens se moquaient de moi à cause de mon accent burkinabé. En classe, je n'osais même plus lire à haute voix de peur d'être jugée. A plusieurs reprises, j'ai pensé à abandonner l'école. Cependant, tout a changé en septembre 2023, grâce à l'initiative « **Filles aux Commandes** ». Après avoir entendu parler de cette opportunité par le biais du UNHCR, j'ai décidé de postuler, et j'ai été sélectionnée pour devenir maire de la commune, le temps d'une journée.

Cette journée fut un véritable tournant dans ma vie. Le matin, j'ai présidé une rencontre avec des agriculteurs, et l'après-midi, j'ai célébré un mariage. Ce moment m'a fait réaliser que j'avais la capacité de diriger, que je pouvais être à la hauteur des responsabilités, même les plus grandes. Cette expérience m'a donné une nouvelle confiance en moi et m'a permis de surmonter mes peurs. Aujourd'hui, je n'hésite plus à demander de l'aide à mes professeurs à l'école. Je me sens plus forte et déterminée.

Avant cette aventure, je me sentais isolée. Mais grâce à cette expérience, je suis mieux intégrée dans la communauté. J'ai surmonté les moqueries et me suis fait de nouvelles amies qui m'ont aidée à m'adapter à cette nouvelle vie. Je me sens maintenant presque togolaise. J'ai récemment rejoint le Youth Panel de Dapaong, une organisation de jeunes où j'apprends énormément en échangeant avec d'autres jeunes comme moi.

Ma sœur jumelle, Adama, a aussi bénéficié de l'initiative « **Filles aux Commandes** » l'année dernière. Elle a été Directrice Régionale de l'Action Sociale dans la région des Savanes pour une journée. Pour nous deux, c'est une immense fierté de prouver que, malgré nos défis, nous avons la capacité de diriger.

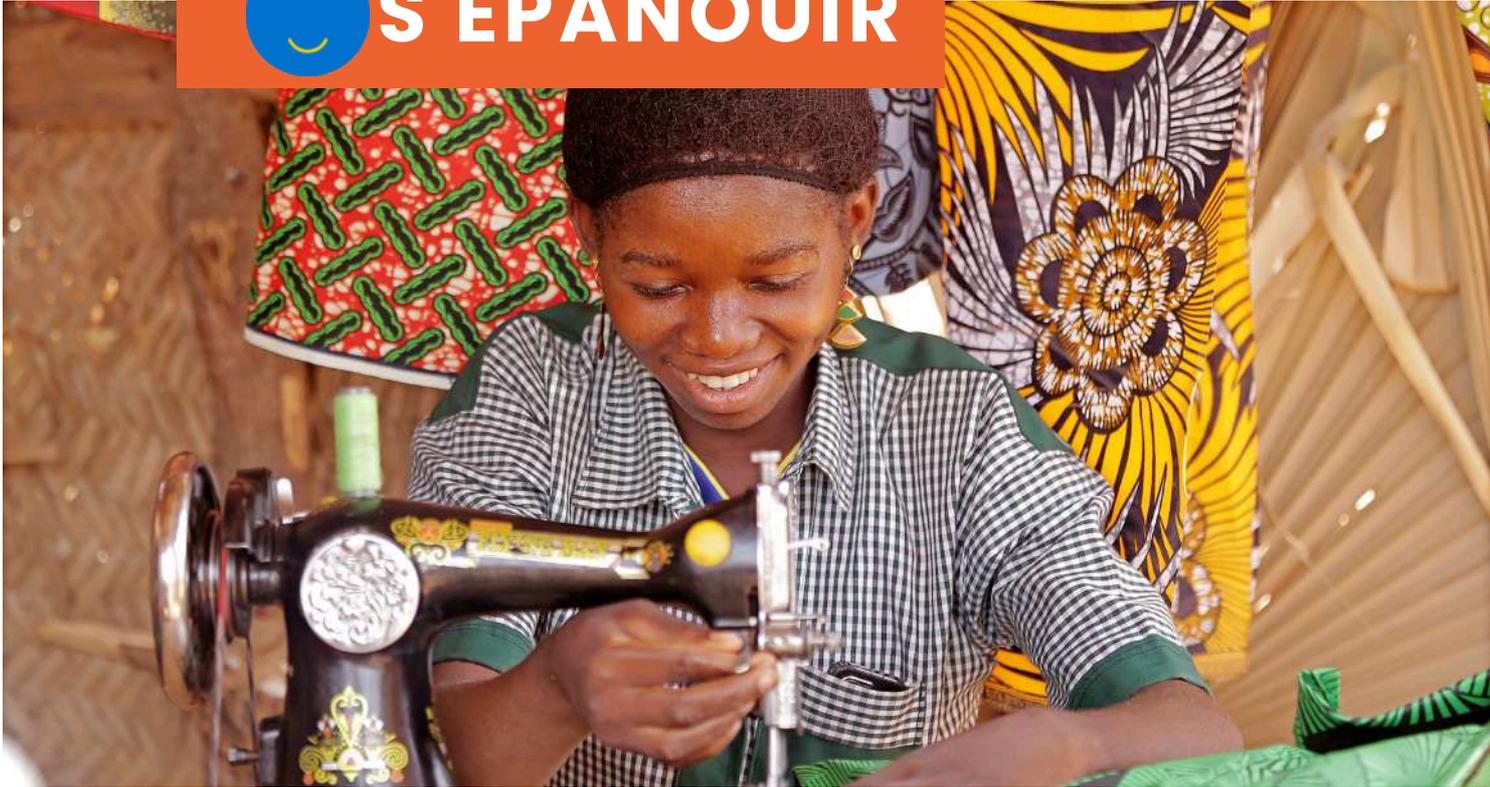


A l'école, je suis conseillère dans le club « Justice et Paix ». Avec d'autres élèves, nous faisons des sensibilisations en classe sous forme de sketches et de théâtre. Notre objectif est de montrer à nos camarades que, même dans les moments les plus difficiles, il y a toujours une lueur d'espoir. En dehors de cela, j'ai une passion : le slam. C'est à travers mes textes que je m'exprime le mieux. Je sensibilise mes camarades sur des sujets comme la paix, l'égalité et la cohésion sociale. J'écris pour encourager les autres à ne jamais abandonner, quel que soit le défi auquel ils sont confrontés.

Mon rêve est de devenir entrepreneuse dans le domaine agropastoral. Je veux pouvoir aider ma famille, surtout ma maman, et soutenir d'autres personnes qui vivent des situations similaires à la nôtre. Après mon BEPC, je souhaite poursuivre mes études au Centre Régional d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle dans ce domaine. Je sais que mon avenir dépend de ma détermination et de ma capacité à suivre les conseils de ceux qui m'entourent.



Je suis Awa, une jeune fille pleine de rêves, de courage, et d'espoir, je suis une optimiste déterminée, prête à transformer ma vie et celle des autres.



Développement de la petite enfance (ECD)

Dans le cadre de nos actions pour faciliter l'épanouissement des enfants au Togo, durant la période 2023-2024, nous avons pu toucher 1 202 enfants et parents dont 612 filles et femmes.

Réalisations phares

Le développement de la petite enfance (ECD) a été au cœur de plusieurs initiatives mises en place dans le cadre des projets SPAD, PADIPET et WASH, qui visent à promouvoir des soins attentifs et à favoriser l'éducation parentale pour les enfants de 0 à 6 ans. Ces projets ont permis de toucher des milliers de familles, en particulier par l'intégration de l'approche Learning Through Play (LTP), qui combine apprentissage et jeu pour stimuler le développement des enfants.

Dans le cadre des projets SPAD de la région maritime, 04 nouveaux groupes LTP ont été créés, composés de 25 membres chacun. Ces groupes ont été soutenus par la formation de 16 animateurs communautaires, dont 06 femmes, qui ont été formés sur des thématiques telles que l'importance de la petite enfance, le rôle du jeu dans le développement, et les bonnes pratiques parentales. En parallèle, 453 rencontres avec les parents d'enfants de 0 à 6 ans ont été organisées et ont permis de sensibiliser 1 008 membres, dont 605 femmes, sur des sujets cruciaux comme l'éducation précoce, la nutrition, et la prévention des violences basées sur le genre.

Sur le projet PADIPET, l'accent a été mis sur l'implication des hommes dans le rôle éducatif et protecteur. 40 groupes de « papas champions » ont organisé 40 forums communautaires des maris (FoCoM) qui ont atteint 198 hommes.

Ces groupes ont aussi animé 173 causeries éducatives, qui ont touché 3 054 personnes dont 1 799 hommes, pour aborder des thématiques telles que le suivi scolaire et sanitaire des enfants, l'importance de la préscolarisation et la protection de l'environnement. Ce travail a permis d'impliquer 959 maris et de contribuer à une dynamique de changement dans les communautés.

Les projets WASH, PADIPET et SPAD ont également soutenu la formation des membres de 76 groupes LTP, avec 1894 personnes dont 1007 femmes dans la région des Plateaux, et le renforcement des capacités des parents en matière d'éducation parentale et de développement de l'enfant. A la fin de l'année fiscale 2024, 47 groupes de parents ont été certifiés, en signe de reconnaissance d'une amélioration notable dans la qualité des soins et de l'éducation des enfants.

L'approche « Learning Through Play » (LTP) a été mise en œuvre sur le « Projet d'assistance d'urgence aux familles vulnérables de Tône et Kpendjal » (« Nataan Man ») : 61 Groupes LTP comptant 1202 membres dont 612 femmes ont été mis en place et formés. Des sensibilisations ont été organisées sur l'hygiène du milieu, l'importance des jeux dans la vie des enfants, la malnutrition, la transformation des farines enrichies pour la bouillie des enfants avec l'appui du personnel de santé.

Parallèlement, dans le cadre des initiatives WASH dans la région des Plateaux, des sensibilisations à l'hygiène ont été menées à travers les célébrations de journées spéciales telles que la journée mondiale du lavage de mains, la journée des toilettes, la journée internationale de la femme. Ces sensibilisations ont touché 6 093 personnes

dont 1 537 femmes, 1 497 filles et 1 504 garçons. Ces actions ont permis de promouvoir des comportements d'hygiène et de santé au sein des familles et des communautés, avec un impact positif sur la qualité de vie des bénéficiaires.

Les projets SPAD, PADIPET, WASH et « Nataan Man » ont permis de faire progresser l'éducation parentale et la prise en charge de la petite enfance à travers des approches participatives, avec une implication aussi bien des hommes que des femmes et avec une intégration des thématiques liées à la santé et au bien-être des enfants.



Changements induits

Les projets développement de la petite enfance ont induit des changements significatifs dans les pratiques parentales et communautaires, en particulier en ce qui concerne la prise en charge des enfants de 0 à 6 ans et l'implication des parents dans le développement de leurs enfants. Ces projets ont permis d'améliorer la qualité de l'éducation parentale et de promouvoir un environnement favorable au développement précoce des enfants. La mise en œuvre de l'approche LTP

a eu un impact direct sur l'engagement des parents dans l'éducation de leurs enfants. Les 453 rencontres organisées avec les parents ont permis une meilleure sensibilisation aux thématiques essentielles comme la nutrition, l'importance du jeu pour le développement cognitif, et la protection contre les violences basées sur le genre. L'amélioration des pratiques éducatives a été particulièrement marquée par un renforcement des capacités des parents, notamment à travers les séances de counseling. Cela a contribué à offrir aux enfants des cadres plus protecteurs et stimulants pour leur développement.

L'implication des hommes a été un changement majeur induit par ces projets. Grâce aux 40 groupes de « **papas champions** », les hommes ont été sensibilisés et invités à participer activement à la vie de leurs enfants.

Un autre changement notable est l'amélioration des relations au sein des familles. Avec leur implication dans les tâches domestiques et l'éducation de leurs enfants, les hommes ont contribué à un rapprochement avec leurs épouses. Ce partage des responsabilités a favorisé une meilleure communication entre les couples et une gestion plus équilibrée des tâches familiales. Cela a permis de renforcer l'harmonie au sein des foyers et de créer ainsi des environnements familiaux plus sains et plus soutenant pour le développement des enfants. Un père de famille a partagé sa transformation personnelle et a expliqué comment sa participation aux séances LTP l'a aidé à comprendre l'importance du rôle parental, à s'engager davantage dans la vie quotidienne de ses enfants et à renforcer la communication avec sa femme. Il a déclaré ceci : *« J'étais celui qui battait ma femme dans le village et tout le monde me connaît pour ça, tous sont là et ils peuvent témoigner. Ma femme ici présente peut vous parler de moi, mais ma participation au groupe LTP m'a*

complètement changé. La façon dont j'ai changé a motivé d'autres personnes du village à s'intéresser à ce qu'on fait dans le groupe et veulent intégrer. Le LTP sans vous mentir, est une bonne chose ».

La mise en place des groupes LTP a permis aux parents de mieux comprendre l'importance de la disponibilité et de l'interaction avec leurs jeunes enfants. Les témoignages recueillis soulignent que de nombreux parents, en particulier les hommes, ont pris conscience de l'importance du jeu et de la communication dans le développement de leurs enfants. Ce changement de perspective a conduit à des actions concrètes, comme l'implication des pères dans les jeux éducatifs et la création de ressources adaptées à l'éducation des enfants. *« Personnellement, je croyais que la garde des enfants était reléguée exclusivement à la femme. Après avoir pris part aux séances d'explication sur l'importance de la communication, des jeux dans la vie des enfants et la protection de ceux-ci dans leur croissance, je me suis engagé à appuyer ma femme dans certaines activités domestiques. Ceci lui permettant de se sentir moins occupée, ce qui a progressivement entraîné entre nous une bonne communication, un rapprochement et améliorer les échanges sur l'éducation de nos enfants », a témoigné un père.*

Les bénéficiaires du programme sont très heureux des séances qui ont rapproché davantage les papas de leurs enfants, les femmes de leurs époux ; dans une bonne ambiance avec leurs enfants.

En plus, les membres des groupes LTP comprennent de mieux en mieux l'intérêt de coopérer avec leurs enfants de 0 à 6 ans ; ils comprennent aussi qu'il faut se rendre disponibles pour jouer avec les enfants et les appuyer dans la fabrication des jeux dont ils ont besoin.

HISTOIRE DE RÉUSSITE ET D'IMPACT POSITIF



UN PÈRE ATTENTIF COMME NOËL, UN FOYER ÉPANOUI

Noël, 41 ans, est un père dévoué, marié et parent d'un petit garçon de 3 ans. Loin d'être un père traditionnel, il est profondément impliqué dans les soins de son enfant, ce qui, au départ, suscitait des réticences chez sa femme. Elle le reprochait souvent de « gâter » leur enfant à force de lui accorder trop de soins et d'attention. Mais Noël n'a pas abandonné et a su, petit à petit, convaincre sa femme de l'importance de cet investissement émotionnel. Grâce à son implication dans le groupe « Learning Through Play » (LTP) de leur communauté, elle a fini par comprendre l'impact positif des soins affectifs et des activités ludiques dans l'éducation d'un enfant.

Noël se souvient des débuts : *« Au début, ma femme n'était pas d'accord avec l'attention que je portais à notre fils. Elle pensait que je le couvrais trop de soins. Mais après que nous ayons rejoint le groupe LTP, elle a compris que ces gestes sont essentiels pour son développement. »*

Formé dans le cadre du projet d'appui au développement intégré de la petite enfance au Togo (**PADIPET**) en tant que « **papa champion** », Noël a adopté une approche égalitaire au sein de son foyer, et il n'hésite pas à participer activement aux tâches domestiques. Il aide sa femme en préparant la pâte quand elle fait la sauce, et parfois, il va même chercher de l'eau à la pompe lorsque c'est le moment du bain de leur enfant. Ce partage des tâches crée une atmosphère d'harmonie et de coopération au sein du foyer.

Mais ce qui marque particulièrement Noël dans son rôle de père, c'est la joie et les moments qu'il partage avec son fils. Ensemble, ils fabriquent des jouets et jouent. « Nous aimons passer du temps ensemble, à jouer, à créer, à apprendre. Je trouve que c'est la meilleure éducation que je puisse lui offrir. Je veux qu'il grandisse en sachant qu'un père doit aussi prendre soin de ses enfants, tout comme j'espère qu'il fera la même chose avec ses enfants un jour. »

Pour Noël, ce n'est pas seulement une question de soins physiques, mais aussi de valeurs humaines. Il est convaincu que ce modèle familial et cette éducation bienveillante auront un impact positif sur son fils, en lui donnant les bases d'une vie de famille harmonieuse et respectueuse.

Cependant, il admet que leur mode de vie est parfois mal compris dans leur entourage. « Certains membres de la famille pensent que ma femme m'a fait fétiche », rigole-t-il, mais il considère que cette vision est réductrice. Noël trouve que l'éducation parentale et l'implication des deux parents dans les soins à l'enfant sont des éléments essentiels pour réduire les violences basées sur le genre dans la communauté et renforcer le rôle des pères.

Il lance également un appel aux autres hommes : « Je conseille à tous les pères de participer activement à l'éducation de leurs enfants, de devenir des papas champions. Cela transformera non seulement la vie de leurs enfants, mais aussi la dynamique de leur famille et de leur communauté. »

Grâce au projet PADIPET, Noël et sa femme ont trouvé un équilibre précieux qui leur permet de vivre sereinement et de donner à leur enfant l'amour et l'éducation dont il a besoin pour grandir. L'harmonie dans leur foyer est désormais le reflet de l'engagement et de la coopération de deux parents.





Protection contre la violence

Par nos projets de lutte contre les violences basées sur le genre et de protection de l'enfance contre les violences 31 422 personnes dont 17 628 filles et femmes ont été touchées au cours de la période juillet 2023 à juin 2024.

Réalisations phares

En matière de Sauvegarde et protection des enfants et des jeunes, les actions menées au cours de l'année ont essentiellement porté sur les renforcements de capacités, les sensibilisations à travers les fora communautaires, les dialogues intergénérationnels, des émissions radiophoniques, des causeries... Les principales cibles sont entre autres les participants aux programmes, les enfants, jeunes et adultes, les leaders communautaires et religieux, la société civile, les prestataires, les partenaires techniques, les visiteurs, les partenaires de mise en œuvre des projets et programmes et le personnel de l'organisation, les autorités de tout bord.

Sur le projet « Promotion des droits des enfants et jeunes dans la région Maritime » (SPAD), 185 acteurs communautaires dont 70 femmes, membres des comités locaux de protection dans les cantons, les leaders communautaires, 89 membres dont 75 femmes de 03 clubs de mères et 201 Alumni dont 134 filles/jeunes femmes ont été formés sur la protection (PSEPP) et leurs rôles et responsabilités.

Par ailleurs, 07 fora ont été organisés sur les croyances, normes et pratiques préjudiciables pour l'épanouissement des enfants et surtout les filles dans les cantons d'Agbélouvé et de Gamé, Gboto, Dagbati et Gbatopé pour sensibiliser les parents et communautés sur les pratiques culturelles néfastes affectant les enfants.

En vue de garantir le droit à l'identité des personnes, un bureau d'état civil a été construit dans le canton de Tchékpo où désormais les parents se dirigent pour l'établissement des



actes de naissance surtout de leurs enfants. Dans le cadre de la journée de l'enfant africain, les 16 cantons partenaires dans la région ont célébré cette journée à travers les sensibilisations sur le thème « **Education pour tous les enfants en Afrique l'heure est venue** » qui a permis de toucher au total 2 099 personnes dont 2 081 filles/femmes.

Afin d'assurer le bien-être de tous les enfants, adolescent-e-s et jeunes en général et des enfants parrainés en particulier, 48 enfants malades (28 parrainés) dont 31 filles et 24 enfants handicapés identifiés lors des suivis réguliers ont reçu des soins adéquats dans les centres de santé. Parmi les 24 enfants handicapés consultés 02 enfants ont été doté des fauteuils roulants pour faciliter leur déplacement.

Dans la région des Plateaux, au total 4 255 jeunes dont 1 498 femmes ont été ciblés par des sensibilisations sur les violences basées sur le genre et les mécanismes de signalement. De plus, 56 comités de plaintes ont effectué 58 séances de sensibilisations pour toucher 674 jeunes dont 356 filles qui ont été entretenus sur les différents types de violences basées sur le genre en milieu scolaire et leurs conséquences. De même, 1 455 membres des mécanismes communautaires de protection des enfants été redynamisés ont renforcé leurs connaissances sur les violences basées sur le genre et ont contribué de ce fait à la protection des enfants et jeunes dans les différentes communautés des préfectures de l'Est Mono et du Moyen Mono.

Pour renforcer la résilience des jeunes, 900 jeunes dont 600 filles, membres de 60 OEJ des préfectures de Tchaoudjo, Tchamba,

Sotouboua et Blitta et 120 encadrant-e-s de ces OEJ ont été formées sur la Politique de Sauvegarde des Enfants et Participants aux Programmes (PSEPP). Pour permettre aux obligés de droits d'assurer leurs rôles de protecteurs des enfants et jeunes, 108 personnes dont 22 femmes parmi lesquels les élus locaux, le personnel administratif des communes pilotes et le personnel des ONG et associations de mise des projets SPAD ont été formées sur la PSEPP. 1 056 acteurs communautaires dont 648 femmes ont été orientés également sur cette politique dans les préfectures de Tchamba, Sotouboua, Blitta et Tchaoudjo.

Des séances de formation sur les violences basées sur le genre ont été réalisées par 46 clubs scolaires de genre dans les préfectures de Sotouboua et de Mô. Ces séances ont permis de toucher 1 289 personnes dont 857 jeunes filles moins de 25 ans. Ces membres ont réalisé 44 discussions pour toucher 112 personnes dont 82 jeunes filles de moins de 25 ans.

De plus 173 enseignants dont 14 femmes du secondaire 1 et 2 de l'enseignement générale et technique de la région centrale ont participé aux ateliers d'orientations sur les méthodes alternatives, le genre transformateur, les droits sexuels des adolescents et sur la loi N° 2022-020 portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo. 31 comités de plaintes, 47 MCPE et les jeunes membres des associations et clubs ont effectué des séances de sensibilisations sur les VBG en milieu scolaire, en milieu d'apprentissage de métiers et en communauté. Les sensibilisations ont permis d'aborder les conséquences des VBG, la cohésion sociale, la protection en situation d'urgence et les mécanismes de signalement. Au total 16973 personnes dont 10520 femmes ont été touchés.

13 émissions radiophoniques interactives sur les thématiques d'égalité de genre, de non-discrimination et d'inclusion et 02 phases de rediffusion de ces émissions ont été organisées avec auditoire estimé à plus de 800 mille personnes.

Changements induits

Les mécanismes communautaires de gestion des cas d'abus et les comités de plaintes des établissements scolaires tolèrent de moins en moins la gestion à l'amiable des cas de violence. Grâce à leur collaboration et engagement, 96 cas d'abus dont 87 commis sur les filles et jeunes femmes ont été dénoncés et gérés.

50 nouveaux enseignants dont 04 femmes issus de 10 établissements scolaires du secondaire 1 et 2 de l'enseignement général de la préfecture de l'Est Mono et du Moyen Mono ont adopté des comportements d'éducation non violente grâce à leur participation aux ateliers d'orientations sur les méthodes alternatives, le genre transformateur. Cet environnement de plus en plus épanouissant pour apprenants a été renforcé par la mise en application du contenu des codes de discipline positive dans les écoles et centres d'apprentissage. « L'application des méthodes alternatives à la violence a renforcé la participation des élèves au cours des activités pédagogiques. Je m'engage à poursuivre l'éradication progressive des violences dans mon école », a déclaré un enseignant au lycée de Tado.

Des suivis trimestriels réalisés par les OSC de la région Centrale ont permis de constater une réduction de cas de violence dans les écoles du secondaire et les centres d'apprentissage .

82% des enseignants interrogés ont reconnu avoir réalisé des progrès dans leur pratique de classe grâce à la formation reçue. Les suivis post-formation effectués par les inspecteurs ont relevé l'abandon progressif de l'usage du bâton dans la plupart des écoles. Aussi dans les centres d'apprentissage, les apprenti-e-s ont témoigné de l'amélioration de la collaboration avec leurs patron-ne-s depuis leur formation et l'élaboration des codes de discipline positive comme en témoigne cette fille apprentie « *avant ma patronne aimait nous pincer quand nous commettions des fautes, mais depuis sa formation elle a cessé de le faire, elle est devenue encore plus souple. Moi personnellement j'avais subi des violences de sa part et l'ONG était intervenue mais depuis, elle et moi on s'entend très bien* ».



1 007 leaders religieux, traditionnels et communautaires dont 264 femmes ayant participé aux DIG au cours des années antérieures, se sont engagées à contribuer à la protection des enfants et jeunes à travers les plans d'actions issus de ces dialogues. Ils sont de plus en plus convaincus des effets néfastes des violences sur les enfants et jeunes et constituent désormais des alliés dans la déconstruction progressive des normes et croyances légitimant les violences surtout celles basées sur le genre. C'est d'ailleurs ce qu'exprime un notable en ces termes : *« Nous devons tous participer à lutter contre le mariage de petites filles. Cette situation ne nous arrange pas dans ce village. Nous allons commencer par sensibiliser les gens dans les groupes organisés afin qu'ils prennent conscience et changent de comportement à l'endroit de nos filles. C'est à nous de protéger nos enfants et moi je m'engage à le faire. Nous n'allons plus faire cadeaux à ceux qui gâtent nos petites filles ».*

Dans le but de contribuer à la création d'un environnement épanouissant et protecteur pour les enfants et jeunes, les membres des organisations d'enfants et jeunes engagés dans le plaidoyer pour la budgétisation sensible à leur protection ont présenté des projets de demande d'appui aux responsables des mairies. Ils espèrent ainsi amener les maires à financer des actions de protection des enfants et jeunes. Par ailleurs, au-delà du financement de certaines actions, il faut souligner que 08 communes de la région Centrale se sont engagées à désigner des points focaux genre.

780 membres des MCPE ont renforcé leurs connaissances sur les violences basées sur le genre et ont contribué de ce fait à la protection des enfants et jeunes dans les différentes communautés de la région centrale. Ainsi grâce à leur collaboration et engagement avec les membres des cadres de concertations, 272 cas d'abus dont 229 commis sur les filles et jeunes femmes soit 84% ont été dénoncés et gérés au cours de l'année fiscale.

Les jeunes sont de plus en plus enclins à signaler des cas de violence au sein de leurs communautés car ayant de moins en moins peur d'en parler. Ceci dénote de la confiance qu'ils ont en les structures de gestion et de prise en charge des cas de violences/abus.



Ensemble, nous ne nous arrêterons pas

**jusqu'à ce que nous
soyons tous égaux**



NOS RESSOURCES HUMAINES

Plan International Togo rassemble une équipe de 158 collaboratrices et collaborateurs, dont 46 femmes, répartis dans le bureau national et trois bureaux régionaux couvrant l'ensemble du territoire national. Animés par une passion commune, ces professionnels œuvrent avec engagement dans des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé, entrepreneuriat la protection de l'enfance et l'égalité des sexes, avec pour ambition de promouvoir les droits des enfants et l'égalité pour les filles.

Fidèle à son principe de leadership féministe, l'organisation valorise la diversité et l'inclusion, en offrant à chaque membre de son équipe un environnement de travail

bienveillant, inclusif et stimulant. Ce cadre permet à chacun·e de développer ses compétences et de s'épanouir pleinement, tout en contribuant au mieux-être des communautés.

Au cœur de cette mission, les directeurs et directrices de bureaux régionaux jouent un rôle clé. Leur leadership inspirant, allié à leur expertise, garantit une coordination efficace des actions locales. Ils incarnent les valeurs d'engagement et de solidarité de l'organisation, et leur travail exemplaire est un pilier essentiel pour assurer un impact positif et durable dans les vies des enfants, des filles et de leurs familles / Communautés.

Principes du leadership Féministe

Le leadership féministe consiste à changer fondamentalement les relations de pouvoir au travail et à favoriser l'égalité entre les sexes, les classes, l'ethnicité, l'orientation sexuelle, la race, la couleur, l'âge, les capacités et autres.

1 CONNAISSANCE DE SOI ET COURAGE

Faire l'effort conscient de reconnaître nos vulnérabilités et d'apprécier nos points forts tout en nous mettant à l'épreuve, nous et les autres, afin de nous améliorer, en réfléchissant à soi-même et en partageant des retours d'informations empathiques.

4 LA DIVERSITÉ

Identifier, célébrer et promouvoir la diversité dans l'ensemble de l'organisation en étendant notre point de vue au-delà des binaires et en favorisant le leadership des jeunes, en particulier les jeunes issus des Pays du Sud.

7 PARTAGER LE POUVOIR

Utiliser le pouvoir de manière responsable pour transformer les systèmes et garantir l'égalité des chances. Faire appel au pouvoir individuel et collectif afin de créer un espace pour les jeunes. Créditer le travail des autres et s'engager de manière éthique et non extractive auprès de membres de l'équipe et des communautés.

10 FAIRE HONNEUR AU MOUVEMENT

Se montrer solidaire des organisations féministes, les légitimer et leur faire honneur, en tant qu'allié(e)s fort(e)s avec lesquel(le)s mener des actions cruciales ayant pour objectif de créer un changement efficace et durable en direction de la justice de genre.

2 PRISE DE SOIN DE SOI ET DE LA COLLECTIVITÉ

Prendre soin de notre santé individuelle et de notre équilibre vie professionnelle/vie privée, et encourager les membres de l'équipe et les partenaires collaborant avec nous à prioriser la prise de soin de soi et des autres. Cela s'étend aussi à la prise de soin institutionnelle, avec des dirigeants qui répartissent la charge de travail de leur personnel, en lui donnant l'autonomie nécessaire pour prioriser la prise de soin de soi et en favorisant les améliorations infrastructurelles afin de créer un environnement de travail harmonieux.

5 ZÉRO TOLÉRANCE À L'ÉGARD DE LA DISCRIMINATION ET DU HARCÈLEMENT SEXUELLE

Dénoncer toutes les formes de discrimination, l'abus de pouvoir et le harcèlement sexuel et mettre en œuvre des mesures disciplinaires appropriées.

8 ÊTRE CONCENTRÉ SUR L'OBJECTIF

Faire progresser la justice de genre et transformer les normes de genre nocives. Appliquer cet objectif dans nos vies personnelle et professionnelle. Insuffler de la passion et de l'énergie dans le cadre de notre travail.

3 REDEVABILITÉ COLLECTIVE

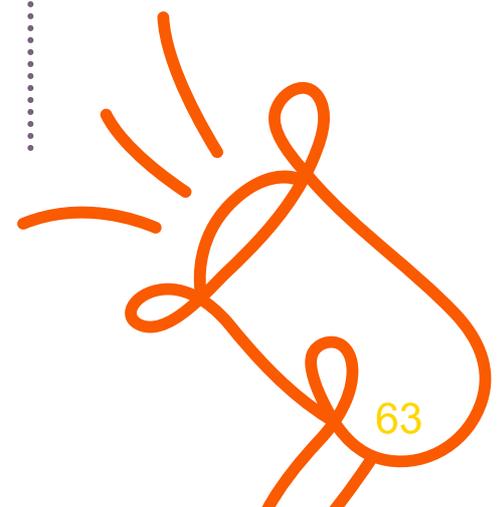
Promouvoir la définition des objectifs collaboratifs et créer des espaces institutionnels pour que les membres de l'équipe et les jeunes participent, aussi en tant que meneurs, aux processus de prise de décision à conditions égales, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation.

6 S'ATTAQUER AUX PRÉJUGÉS

Identifier les préjugés conscients et inconscients et vérifier quels sont vos privilèges individuels et institutionnels associés à votre genre, votre classe, votre origine, votre position, vos capacités et d'autres facteurs.

9 COCRÉER JOYEUSEMENT

Rendre les choses amusantes. Les lieux de travail doivent être des espaces de collaboration et de respect mutuel, des endroits où l'on se sent bien et où les gens veulent travailler pour nous.



UN FOCUS SUR NOS PIIAMS

A Plan International Togo, les initiatives prennent vie grâce au dévouement des équipes projets, réparties dans nos trois bureaux régionaux, sous la direction des directeurs régionaux et des coordonnateurs et coordonnatrices profondément engagés. Ces équipes jouent un rôle central dans la mise en œuvre des activités sur le terrain, assurant une coordination de proximité et garantissant que chaque intervention s'aligne sur les réalités et les besoins spécifiques des communautés locales.

Grâce à leur expertise et leur sens de l'innovation, ces équipes relèvent les défis, mettent en œuvre des solutions adaptées et veillent à ce que les résultats soient à la fois significatifs et durables. Leur travail incarne l'engagement de Plan International Togo à faire progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles, tout en renforçant l'impact direct dans les régions qu'ils desservent.



ABALO NAKA

**DIRECTRICE BUREAU REGIONAL
SAVANES-KARA**

BUREAU D'IMPLEMENTATION : SAVANES - KARA

Le bureau du PIIA Savanes-Kara est né en 2018 avec la fusion de Plan International Togo et l'ex BorneFonden. Dès 2019, le bureau de coordination s'est établi à Kara, suivi de l'ouverture de l'antenne de Dapaong en 2020. Ce bureau, désormais repositionné à Dapaong depuis septembre 2024, couvre une vaste zone comprenant 91 cantons et intervient dans 14 préfectures et 37 communes. Le PIIA Savanes-Kara met en œuvre une série de projets stratégiques, allant de l'éducation à la santé en passant par la protection des droits des enfants. Ces projets touchent des centaines de communautés et sont réalisés avec une approche axée sur la durabilité, l'inclusion, ainsi que le renforcement de l'aide humanitaire et la construction de la résilience communautaire à long terme. En parallèle, ces initiatives favorisent la cohésion sociale, en créant des liens solides au sein des communautés et en renforçant la solidarité pour un avenir plus stable et équitable pour tous.

NAKA : Depuis plus de 25 ans, Naka a contribué de manière significative à l'organisation, d'abord en tant qu'Agent de Développement Communautaire, puis en occupant plusieurs rôles clés, de la Coordinatrice de projets à la Directrice Régionale Savanes-Kara. Son parcours est marqué par un engagement constant à défendre les droits des enfants, en particulier des filles, et à promouvoir des changements durables dans la communauté.

Naka supervise les équipes de projets et offre un appui stratégique à la mise en œuvre des activités, garantissant que chaque projet respecte les objectifs, les délais et les normes de qualité. Elle joue également un rôle clé dans le suivi et la supervision, veillant à la réalisation effective des actions.

BUREAU D'IMPLÉMENTATION : CENTRALE

Le PIIA Centrale a vu le jour en 1988 à Sotouboua et a fusionné en 2015 avec le bureau de Sokodé pour former un bureau régional consolidé. Il intervient dans les préfectures de la région centrale, y compris Bassar, Mo et Tchaoudjo, et soutient activement les initiatives visant à renforcer la société civile et à promouvoir l'égalité des droits pour tous, avec une attention particulière à la lutte contre les violences de genre.

Zireha : Forte de 21 ans d'expérience au sein de Plan International Togo, Zireha a joué plusieurs rôles cruciaux, de prestataire de service à Coordinatrice de Programme. Sa vision et son expertise se manifestent à travers la mise en œuvre de projets centrés sur l'éducation inclusive, la santé sexuelle et reproductive des jeunes filles, et la promotion des droits des enfants. Zireha a dirigé avec succès des projets, notamment dans la lutte contre la violence de genre, la promotion des droits à la SSR, et le renforcement de l'éducation des filles et des jeunes. Ces initiatives ont un impact direct sur des milliers de vies, apportant un changement tangible dans les communautés locales.



GANDI ZIREHA

**DIRECTRICE BUREAU REGIONAL
CENTRALE**

Zireha a toujours mis l'accent sur la collaboration inter-départementale et l'appui aux équipes pour garantir la réussite des projets.

Son approche collaborative et son soutien aux équipes de terrain sont essentiels pour la mise en œuvre de projets de grande envergure.



ATCHRIMI Kossi Ogoudoumi Alex

*DIRECTEUR BUREAU REGIONAL
PLATEAUX-MARITIME*

BUREAU D'IMPLEMENTATION : *PLATEAUX - MARITIME*

Plan International Togo a commencé à intervenir dans la région des Plateaux dès 1996 et dans la région Maritime en 2019. Le PIIA Plateaux-Maritime soutient des initiatives stratégiques dans plusieurs domaines, notamment la santé, l'éducation, et l'autonomisation des jeunes.

Alex : Avec un parcours de plus de 14 ans au sein de l'organisation, dont 9 ans passés avec BØRNEfonden, Kossi a évolué dans des rôles clés, de Chef d'Unité de Développement à Directeur Régional. Son leadership a été marqué par une volonté de transformer la vie des jeunes, en particulier des filles, à travers des programmes innovants et inclusifs.

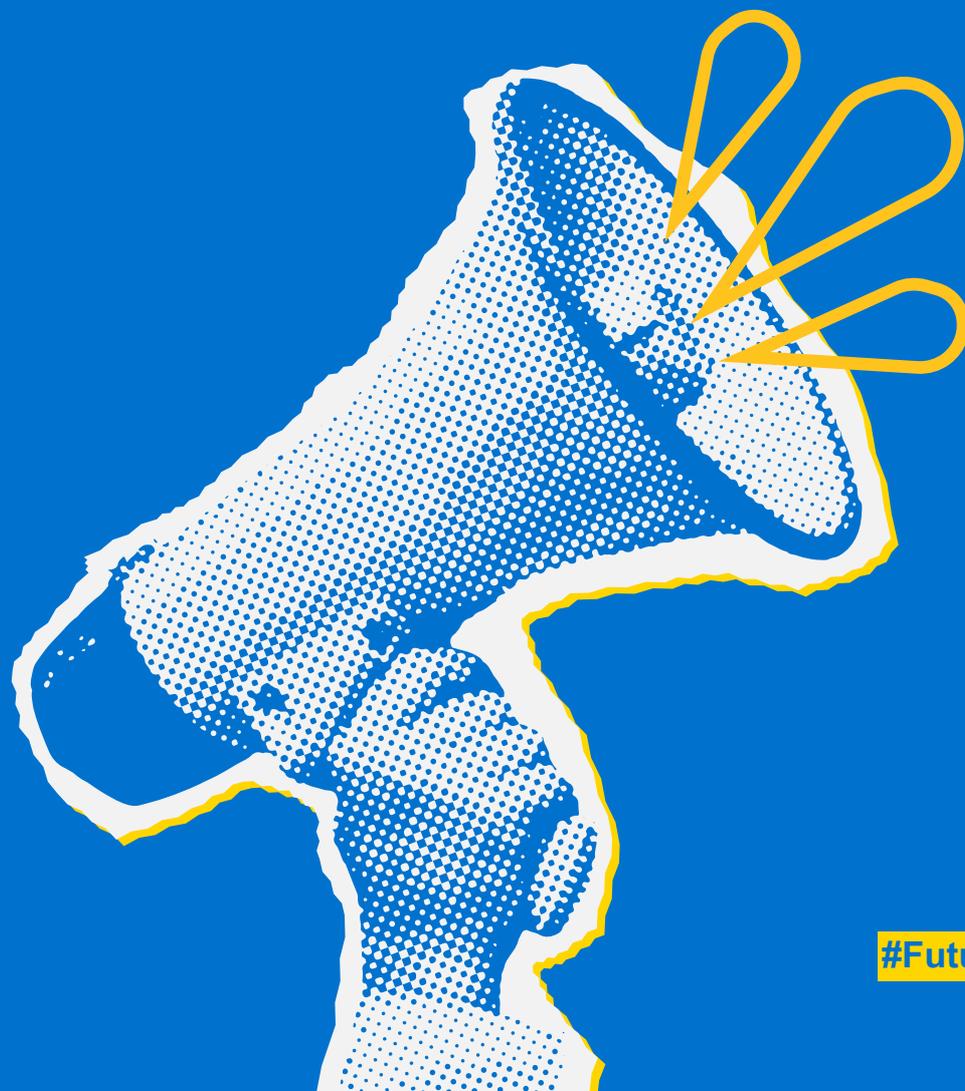
Sous la direction d'Alex, plusieurs projets d'envergure ont été mis en place, tels que la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs des adolescents vulnérables, l'autonomisation des jeunes, eau hygiène et assainissement et la réforme des collèges. Ces projets visent à offrir des opportunités de développement aux jeunes et à promouvoir les droits des enfants et des filles.

Alex incarne un leadership visionnaire, guidant les équipes avec une approche de proximité et un soutien constant pour faire avancer les projets sur le terrain. Elle veille à la mise en œuvre de solutions durables, à l'atteinte des objectifs et à la pérennisation des acquis.



Un enfant en sécurité,
c'est un avenir préservé.

Disons **NON** aux violences.



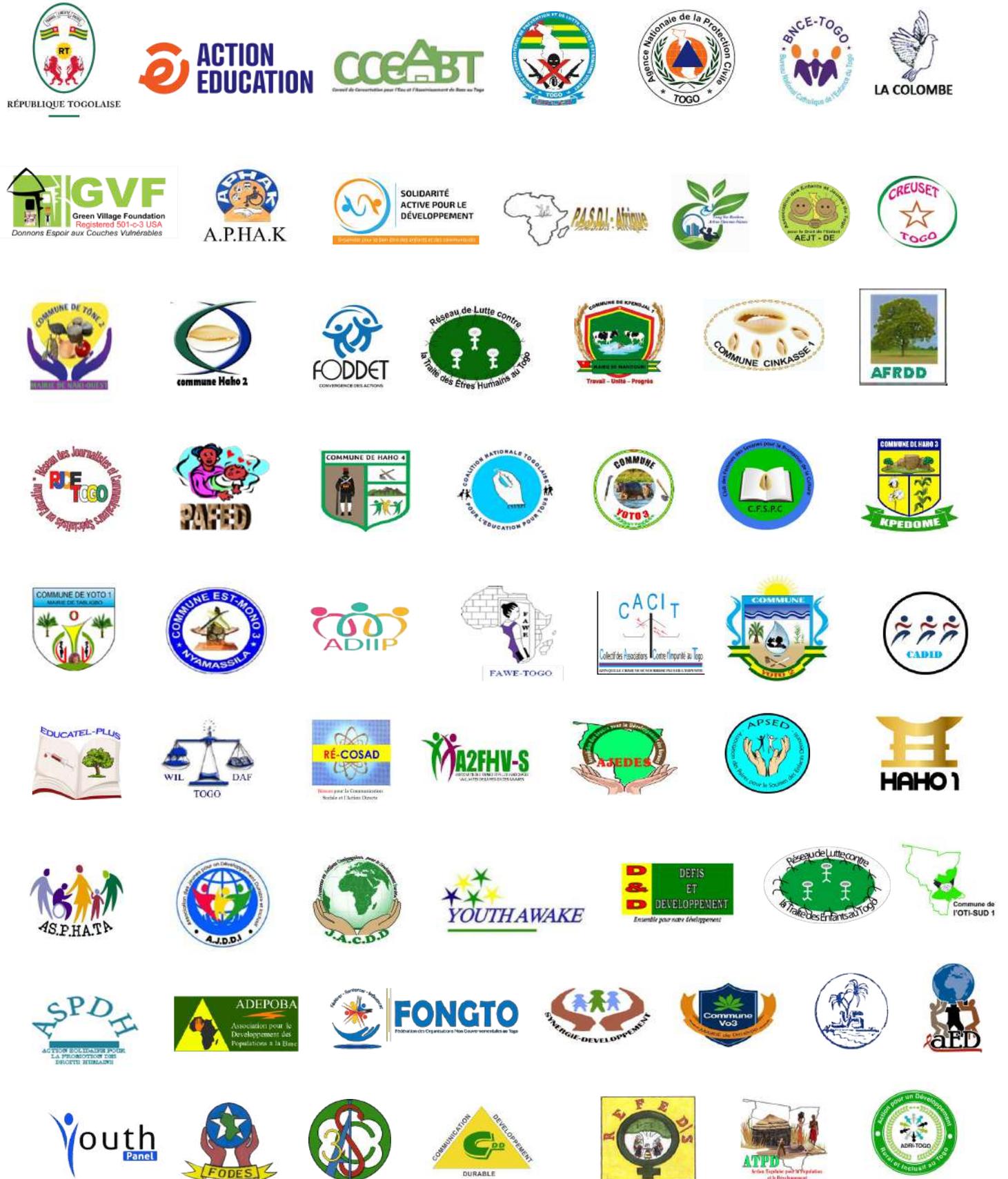
NOS PROJETS MIS EN ŒUVRE 2024

NOM DU PROJET	SOURCE DE FINACEMENT	BUDGET EN CFA	DOMAINES D'IMPACT
Sponsorship Communication Project	Fonds de parrainage	441.891.111	Protection de l'enfance Genre transformateur Protection contre la violence
SMI-BMZ Monitoring and Coordination	BMZ & Plan International Allemagne	47.153.246	Droit à la Santé Sexuelle et de la Reproductive des adolescent.e.s et des jeunes
Empowering girls for citizen engagement in Togo	Plan International Allemagne & Girl's Fund	74.569.651	Filles et garçons comme acteurs de changement
Civil Society Strengthening for Child Rights Governance in Togo	SIDA & Plan International Suède	171.357.405	Filles et garçons comme acteurs de changement
Projet Renforcement Societe Civile _Lutte Contre Violences	SIDA & Plan International Suède	281.074.341	Filles et garçons comme acteurs de changement
Projet d'Appui à la Reforme du Collège (PAREC) II	AFD & Plan International France	1.469.929.810	Education Inclusive de Qualité
Civil Society Strengthening for WACA	SIDA & Plan International Suède	43.927.184	Filles et garçons comme acteurs de changement
Strength. Sexual & Repr. Health & Righ of Young Girls & Adol	BMZ & Plan International Allemagne	105.248.294	Sexual and reproductive health and rights (SRHR) for girls and young women (Decider)
Support FAD for BMZ project Strengthening Sexual & reproduc	BMZ & Plan International Allemagne	47.742.210	Droit à la Santé Sexuelle et de la Reproductive des adolescent.e.s et des jeunes - Décider
UE DEVCO TOGO Cohésion Sociale dans la Region des Savanes	Union Européene / Plan International Suède	499.621.187	Santé, Education
Championnes	AFD & Plan International France	259.535.966	Filles et garçons comme acteurs de changement

Appui au Développement Intégré de la Petite Enfance	Plan International Danemark	426.638.349	Protection de l'enfance Genre transformateur
Healthy Children Communities in Togo_Revisite- Repair_WASH IV	General Donation & Plan International Danemark	551.153.235	Protection de l'enfance Santé Genre transformateur
Renforcement société civile pour la promotion de la gouvernance participative	Union Européene / Plan International Suède	108.431.614	Filles et garçons comme acteurs de changement
SSR UE MARITIME	Union Européene / Plan International Suède	487.064.629	Droit à la Santé Sexuelle et de la Reproductive des adolescent.e.s et des jeunes - Décider
Education inclusive de MÔ et Bassar	Ministère des Affaires Etrangère du Japon (MOFA) & Plan International Japon	337.126.011	Education Inclusive de Qualité
YEWA 2	Plan International Danemark	299.531.803	Compétences et opportunités pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes
National Influencing and Campaign Project	Fonds de parrainage	117.892.726	Protection de l'enfance Genre transformateur
CNO Tchamba Project	CNO/SP Funds	10.869.903	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Préfectures de l'Est Mono et Anié	Fonds de parrainage	277.183.894	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Préfecture de Tchoudjo	Fonds de parrainage	175.417.266	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Préfecture de Sotouboua	Fonds de parrainage	167.133.037	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Préfecture de Blitta	Fonds de parrainage	196.208.945	Protection de l'enfance Genre transformateur

Promotion des droits des enfants - Bassar	Fonds de parrainage	209,785,093	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Savanes	Fonds de parrainage	127,778,241	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Doufelgou	Fonds de parrainage	189,027,648	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Haho Amou	Fonds de parrainage	114,678,491	Protection de l'enfance Genre transformateur
Promotion des droits des enfants - Maritime	Fonds de parrainage	275,244,866	Protection de l'enfance Genre transformateur
PIPELINE_TADJAL BASSAR	Ministère des Affaires Etrangère du Japon (MOFA) & Plan International Japon	78,873,910	Education Inclusive de Qualité
WASH Research study Project in Togo	Plan International Danemark	27,684,652	Protection de l'enfance Santé Genre transformateur
Strengthening incl qual edu, decent empl and youth engagement in Tchamba District/CNO	CNO/ Fonds de parrainage	189,007,220	Protection de l'enfance Genre transformateur Protection contre la violence
Empowering Girls (GIRLS LEAD 2)	Plan International Allemagne & Girl's Fund	2,449,166	Filles et garçons comme acteurs de changement
Projet NDICI Pilier Reponse Rapide Savanes	Union Européene / Plan International Suède	363,579,818	Protection contre la violence
Promotion Education For Girls In Dantcho/traitement des SC malades	Plan International USA	9,171,938	Protection de l'enfance Santé, éducation

NOS PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE



NOS RESSOURCES FINANCIÈRES

REPARTITION DU BUDGET DEPENSE PAR SOURCE DE FINANCEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT FCFA		POURCENTAGE
Subventions	5.926.764.765	69
Fonds de Parrainage	2.671.765.132	31
TOTAL	8.598.529.897	100

DESCRIPTION	BUDGET (F CFA)	TOTAL DEPENSE	POURCENTAGE
Fonds de Parrainage	2.760.267.056	2.671.765.132	97
Subventions	7.038.455.286	5.926.764.765	84
TOTAL	9.798.722.342	8.598.529.897	88

BUDGET DEPENSE PAR PROGRAMME

DESCRIPTION	BUDGET (F CFA)	POURCENTAGE
Survie	1,550,298,995	18
Education	1,786,928,641	21
Sécurité économique	861,850,971	10
Protection et participation	2,335,973,318	27
Résilience et Assistante en cas d'urgence	46,270,004	1
Communication de Parrainage	460,219,458	5
Operations	1,556,988,510	18
TOTAL	8,598,529,897	100

NOS PERSPECTIVES POUR 2025

En 2025, Plan International Togo entamera la deuxième année de mise en œuvre de sa nouvelle stratégie pays, guidée par une ambition renouvelée : transformer durablement la vie des enfants, des filles et des jeunes en favorisant l'égalité des chances et en brisant les barrières sociales, culturelles et économiques qui entravent leur épanouissement.

Notre vision pour 2025 s'appuie sur des engagements forts : renforcer notre leadership dans la promotion des droits des filles, poursuivre nos efforts pour éradiquer les violences basées sur le genre, et consolider nos initiatives en faveur de l'éducation inclusive, de la santé sexuelle et reproductive, ainsi que de l'autonomisation économique des jeunes.

Dans les communautés que nous accompagnons, nous veillerons à intensifier nos partenariats avec les acteurs locaux, les autorités et la société civile pour garantir un impact durable. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des jeunes leaders afin qu'ils deviennent des agents du changement dans leurs communautés. Nous continuerons également à encourager la participation active des enfants et des jeunes dans l'élaboration des politiques et des programmes qui les concernent.

En 2025, nous entendons également explorer davantage le potentiel des outils numériques pour améliorer l'accès à l'information, renforcer la transparence et favoriser une meilleure gouvernance communautaire. À travers nos projets phares, nous continuerons d'investir dans des solutions innovantes et inclusives, adaptées aux besoins spécifiques des filles et des jeunes dans les contextes les plus vulnérables.

Guidés par notre stratégie et animés par une détermination collective, nous restons fermement engagés à bâtir un avenir où chaque enfant, chaque fille et chaque jeune au Togo pourra rêver et réaliser son plein potentiel. Ensemble, nous continuerons de transformer des vies et de construire un monde plus juste et équitable pour tous.



Appelez le

1011

Si vous êtes témoins
d'actes d'abus ou de
violences sur les enfants
ou les jeunes.

C'EST GRATUIT !



Jusqu'à l'égalité



175 Avenue Kondona 1BP3485, Lomé

+228 22267836/2262241

Facebook.com/PlanInternationalTogo

@PlanIntTogo

www.plan-international.org

Pour leur sauvegarde, Plan International Togo et ses partenaires se sont engagés contre toutes formes de harcèlement, d'exploitation et d'abus à l'endroit des enfants et des participants aux programmes dans toute leur diversité.

Rejoignez nous.